

Le Magazine trimestriel de l'environnement Avril - Mai - Juin 2021

BOSANGI

Numéro 66

L'EAU UNE DENRÉE DE PLUS EN PLUS RARE



NGOZI OKONJO-IWEALA
NIGERIAN POWERHOUSE TO HEAD THE WTO



The cleanliness of my city starts with me



WATER NO GET ENEMY!



Par Michel NGAPANOUN,
PRESIDENT DU GROUPE

Près de 3 milliards d'âmes qui n'ont pas accès à l'eau potable ni à l'eau douce. L'or bleu comme l'appelle de manière allégorique certain poètes est à la source de toutes les batailles géopolitiques pour le contrôle des territoires.

C'est par cette affirmation, que Fela Anikulapo Kuti (chanteur nigérian, né le 15 Octobre 1938 à Abeokuta et mort le 2 Aout 1997 à Lagos) , inventeur de l'Afrobeat, clamait l'importance de l'eau dans la vie de l'humanité. C'était bien sûr une métaphore. Mais des années plus tard, force est de comprendre cette chanson, écrite en 1973, comme une prémonition mais aussi une conviction : malgré les dérèglements auxquels les hommes soumettent la nature, il sera toujours difficile de la vaincre en définitive. Mais Fela était un incorrigible utopiste. Il ne savait pas et ne pouvait paradoxalement pas mesurer combien « l'or bleu », cette ressource essentielle, pouvait regorger de conflits, d'envies et d'enjeux.

Le siècle passé l'a démontré au vu de nombreuses guerres des eaux qui l'ont secoué et le 21^{ème} siècle encore plus.

Oui, l'eau est à la source de nombreux conflits. Ceux-ci tarissent les lacs font tanguer l'humanité, noient cette humanité et asphyxient la planète à force de polluer.

Ils assoiffent près de 3 milliards d'âmes qui n'ont pas accès à l'eau potable ni à l'eau douce. L'or bleu comme l'appelle de manière allégorique certain poètes est à la source de toutes les batailles

géopolitiques pour le contrôle des territoires.

La pénurie provoquée par cette guerre des eaux dans des régions entières ou l'insuffisance de l'eau douce, avec toutes les poches d'insalubrité dont la vermine de la pollution amplifie la nocivité, fait de l'eau une denrée rare.

L'eau est donc incontestablement une matière première premium, mais on ne la transforme pas.

On s'en sert pour alimenter la terre, nourrir la planète. Elle irrigue les vies et en ces temps de la Covid 19, elle reste la cheville ouvrière des mesures sanitaires.

En effet, ne voyez-vous pas, n'entendez-vous pas cette antienne incessante « lavez-vous les mains plusieurs fois par jour » ?

On pourrait se demander en quoi ce liquide si naturel a-t-il autant d'importance dans nos vies ? Pourquoi serait-il à la source de conflits aussi ravageurs ? En quoi devient-il l'épine dorsale de guerres aussi meurtrières que sales, leviers de positionnement géostratégique des nations ?

En partie, le dossier que vous livre ce premier Bosangi de l'année 2012 répond à ces questions. Mais il y a plus. L'eau est essentielle à la vie des humains, il faut s'en souvenir et revenir aux valeurs fondamentales pour s'abreuver aux sources de la terre.

Bosangi

Une publication de Hysacam

B.P : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction
Innocent EBODE

Ont participé à ce numéro :

Jean Loïc AMOUGOU, Eric Vincent FOMO,
Jator NJENYU, Boris NGOUNOU, Jean
Célestin EDJANGUE, Janvier NGWANZA
OWONO

Direction artistique

Valentin OMBIBI
Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire



► Actualité 6-9

6-7 Cameroun, le business du recyclage du plastique

Jean Loïc AMOUGOU

8 New coronavirus: Africa's new variants are causing growing concern *Jator NJENYU*



► Dossier 9-19

L'EAU : CET OBSCUR OBJET DE DÉSIR

Des États souverains s'opposent autour de la construction d'un barrage sur un fleuve transfrontalier, qui risque de réduire les ressources en eau disponibles pour le pays en aval, lequel menace de recourir à la force

pour se faire entendre. Des affrontements entre tribus nomades et sédentaires autour du contrôle d'un point d'eau font des dizaines de morts et de blessés.



10-11 L'eau : une denrée de plus en plus rare

Jean-Célestin EDJANGUE

11-13 Remember Berta Caceres *Jean-Célestin EDJANGUE*

14 Cameroun, Quelle politique pour la survie du droit à l'eau?

Boris NGOUNOU

15 Eau et cyber sécurité, quand les pirates s'attaquent à l'eau

Eric Vincent FOMO

16-17 Guerres de l'eau, les zones de conflits *Jean Loïc AMOUGOU*

18-19 Géostratégie, la guerre de l'eau *Eric Vincent FOMO*

24

► **Evènement** 21-25

Premier grand tournoi de football africain organisé depuis le début de la pandémie du coronavirus, le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) s'est disputé du 16 janvier au 7 février 2021 dans un Cameroun de propreté.

► **Portrait** 29

LINDA THOMAS-GREENFIELD, une diplomate trempée dans les questions africaines *Eric Vincent FOMO*

► **Parole à...** 30-31

MARYLIN DOUALA MANGA BELL

« La relation à l'eau à Douala, peut être brisée à cause de l'intérêt pour l'eau en tant que support d'une économie maritime » *Propos recueillis par Innocent Ebodé*

► **Carte postale** 33

Gaborone (NAMIBIE)



35

► **Regard** 34-35

1. Everything you need to know about global recycling day *Jator NJENYU*
2. La ruée vers mars *Eric Vincent FOMO*

► **Note de lecture** 36-37

Eugene EBODE magnifique dans « Brulant était le regard de Picasso »* *Jean-Célestin Edjangué*

► **Forum des lecteurs** 34

29



NGOZI OKONJO-IWEALA
Nigerian powerhouse to head the wto

► **Nouvelles d'ailleurs** 26-28

1. Botswana-Namibie, Les deux pays s'engagent à nouveau vers un pacte de l'eau *Boris NGOUNOU*
2. Lake Turkana Basin, balancing economic development and protecting the cradle of mankind *Jator NJENYU*



Cameroun

LE BUSINESS DU RECYCLAGE DU PLASTIQUE

Certains jeunes entrepreneurs camerounais ont flairé la bonne affaire dans les déchets plastiques. Ce sont des niches d'opportunités qu'ils se sont empressés d'exploiter. Présentation des initiatives les plus marquantes du recyclage du plastique au Cameroun.

Jean Loïc AMOUGOU

Red-Plast

C'est une star-up créée en 2012 par Rodrigue Ngonde, un jeune entrepreneur camerounais Diplômé de l'Essec (Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales) de Douala.

La petite entreprise a pour mission de « réduire et valoriser les déchets dans une perspective d'économie circulaire ». Red-Plast vise à collecter au moins 10000 tonnes de déchets par an en cinq ans. Dans le même sillage, elle envisage de mettre 200

points de collecte sur le territoire national, impliquer les populations sur le tri sélectif des déchets et créer 100 emplois directs et 1000 emplois indirects.

Depuis sa création, la petite entreprise présente déjà quelques réalisations. Des campagnes de formation et de sensibilisation des populations aux techniques de collecte et de vente des déchets plastiques ont été organisées dans la capitale politique du Cameroun, Yaoundé et la ville économique, Douala.

L'idée est de « stimuler la fibre écologique chez les jeunes tout en suscitant à terme des emplois verts ; Inciter les populations à adopter des techniques de gestion durable des déchets plastiques ; procéder aux renforcements des capacités des intervenants aux techniques de collecte, de tri sélectif et de recyclage des déchets plastiques et appuyer les collectivités en vue d'une meilleure gestion du paysage urbain et sanitaire de notre métropole économique et sensibiliser au moins 3000 hommes et femmes sur la problématique des déchets plastiques ».

Namé recycling

Fondée en 2016 par les entrepreneurs Roblain Namegni et Thomas Poelmans, NAMé Recycling est une société Belgo-Camerounaise qui fut créée avec l'objectif d'avoir un impact écologique, social et économique positif sur l'environnement.



Durant son enfance, Roblain a pu observer les effets désastreux de la pollution plastique sur la biodiversité de son pays. Après des études de commerce effectuées en Belgique, Roblain fit la connaissance de Thomas, consultant dans le domaine du développement durable en

Afrique. Partageant la même vision et les mêmes valeurs, ils se sont donnés pour objectif de créer ensemble une entreprise pionnière qui apporte une solution concrète à la collecte et au recyclage du plastique au Cameroun. Dès 2014, le projet prend forme et mettra plusieurs mois à faire apparaître un modèle opérationnel de collecte, de traitement et de recyclage des principaux types de plastiques présents dans la nature.

En 2016, après une première levée de fonds, NAMé débute ses activités à Limbe, une ville côtière située à 80km de la capitale économique du pays, Douala.

Grâce à un réseau de collecteurs professionnels (entreprises privées, municipalités, associations) situés aux quatre coins du pays et de collecteurs particuliers, Namé Recycling s'est rapidement fourni en matière première. Une fois la matière collectée, elle est triée, nettoyée et transformée pour être ensuite revalorisée.

Cœur d'Afrique

Recycler des déchets plastiques pour en faire un liant qui remplace le ciment dans la production de pavés. Tel est le nouveau défi que s'est lancé la légende vivante du football camerounais Roger Milla. Après avoir cumulé les récompenses (Ballon d'or africain, footballeur africain du siècle...), celui qui fut en

1994 le plus vieux buteur en Coupe du monde, à 42 ans, veut désormais se battre contre le fléau des déchets plastique à Yaoundé, la capitale camerounaise.

« Nous avons lancé ce projet pour lutter contre la pollution, mais aussi pour créer des emplois pour des jeunes désœuvrés », explique Roger Milla, qui expérimente le procédé depuis juin 2015. Au Cameroun, la gestion des déchets plastiques est devenue un problème majeur. Les sachets et les bouteilles systématiquement jetés dans la nature bouchent les caniveaux et encombrant les rivières.

Pour tenter d'atténuer le fléau, Roger Milla a créé l'association Cœur d'Afrique, qui défend la protection de l'environnement et la promotion du développement durable. A terme, elle ambitionne de former 2 500 jeunes à la collecte, au tri des déchets plastiques, ainsi qu'à leur transformation en matière première pour la fabrication de pavés.

Les pavés écologiques d'Hysacam

Dans le but d'améliorer la circulation des usagers au Centre de Traitement des Déchets (CTD) de Douala PK 10, les voies piétonnes ont été aménagées avec la pose des pavés en matière plastique.

Les pavés écologiques offrent de nombreux avantages. Ils n'emmagasinent pas la chaleur pour la libérer une fois la nuit tombée. De plus, ils ne s'abîment pas et sont bien moins chers. L'expérimentation des pavés écologiques au CTD de Douala-PK 10, s'inscrit dans la dynamique engagée depuis 2012.

Hysacam et les Brasseries du Cameroun avaient mutualisé leurs efforts pour lancer un projet écocitoyen baptisé « PLASTIC Récup ». Les deux entreprises partenaires avaient mené des campagnes de sensibilisation pour amener les populations à prendre progressivement conscience des enjeux liés à la récupération du plastique en général, et des bouteilles plastiques, en particulier. L'objectif était de susciter leur adhésion en faisant bouger les lignes comportementales, eu égard à quelques pesanteurs socioculturelles.



NEW CORONAVIRUS

AFRICA'S NEW VARIANTS ARE CAUSING GROWING CONCERN

Africa's coronavirus case fatality rate has risen alarmingly to 2.5%, higher than the global level of 2.2%, the head of the continent's disease control body said in January, 2021.

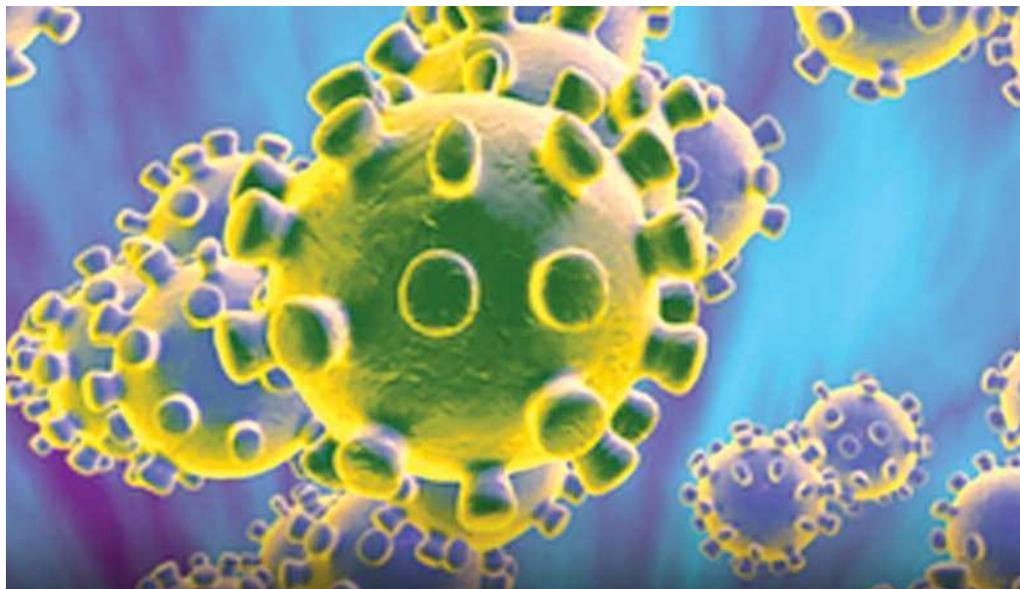
Jator Njenyu

The COVID-19 pandemic has affected the entire globe and continues to alter life as we know it. But as COVID-19 cases soar in Europe, the United States, Brazil, and India, confirmed COVID-19 cases in Africa remain comparatively low. With a population of 1.2 billion and weak health infrastructure, experts feared that COVID-19 would severely impact the entire continent of Africa. Speculation is growing that Africa's youth bulge and warmer climate could help spare most African countries from the worst of the health pandemic.

The number of African nations with a rate of deaths-per-cases higher than the global average is growing, he added. There are 21 countries on the continent with a rate above 3%, including Egypt, the Democratic Republic of Congo, and Sudan.

Africa's reported COVID-19 death toll surpassed 100,000 by February 18, 2021, a fraction of those reported on other continents but rising fast as a second wave of infections overwhelms hospitals.

the rise in deaths was pronounced in countries near South Africa like Zimbabwe, Mozambique and Malawi, raising the possibility that the 501Y.V2 variant identified in South Africa late last year had spread through the southern Africa region - although more genomic sequencing needs to be carried out to prove that. International aid group Doctors Without Borders (MSF) this month called for urgent vaccine distributions in southern Africa to counter the



spread of the new variant, as most African countries have lagged richer Western nations in launching mass vaccination programmes.

Experts believe the emergence of new coronavirus variations in Africa have contributed to an increase in the number of both cases and deaths reported in many countries on the continent.

There's also concern that these variants can't easily be tracked because the type of testing required to identify them isn't available in most countries.

What's happening to case numbers?

At least 40 countries have now seen a second wave of the pandemic, including all countries in the southern Africa region, says the Africa Centres for Disease Control (CDC).

"This new wave of infections is thought to be associated with the emergence of variants that are more transmissible."

A new variant of the virus emerged in South Africa last year, and has contributed to record case numbers in the southern African region, according to the World Health Organization (WHO).

Elsewhere in Africa, this variant has also been officially recorded in

Botswana, Ghana, Kenya, Comoros, Zambia, Mozambique and Tanzania. Reuters data show Africa's case fatality rate is now at around 2.6%, higher than the global average of 2.3%, and marginally up on the 2.4% rate after the first wave of infections - which at the time compared favourably with other continents.

It's highly likely to have reached other countries on the continent, but few have the capacity to carry out the specialised genomic sequencing required to detect coronavirus variants.

"Initial analysis indicates that the [South African] variant... may spread more readily between people," according to the WHO.

It doesn't appear to cause more serious illness.

However a new study shows the Oxford-AstraZeneca vaccine - the first to have arrived in South Africa - offers "minimal protection" against mild and moderate cases of Covid-19 arising from the new strain.

The study by the University of the Witwatersrand didn't investigate the vaccine's efficacy in preventing more serious infections.

In South Africa itself, daily new case numbers have started to fall significantly after a second peak.

DOSSIER



L'EAU : CET OBSCUR OBJET DE DESIR

LES GUERRES DE L'EAU AURONT-ELLES LIEU ?

Des États souverains s'opposent autour de la construction d'un barrage sur un fleuve transfrontalier, qui risque de réduire les ressources en eau disponibles pour le pays en aval, lequel menace de recourir à la force pour se faire entendre. Des affrontements entre tribus nomades et sédentaires autour du contrôle d'un point d'eau font des dizaines de morts et de blessés. Au cours d'une guerre civile dont une sécheresse a été le facteur déclenchant, certains belligérants bloquent l'eau des barrages pour assoiffer les territoires ennemis, ou bombardent délibérément des usines de traitement de l'eau. Des manifestations contre des projets de barrage ou contre une entreprise privée de l'eau dégénèrent en affrontements avec les forces de

l'ordre ou des agents de sécurité privées.

Autant d'événements qui ont pour point commun l'eau et qui surviennent déjà, à l'heure actuelle, aux quatre coins de la planète. Et à en croire certains, ce lien entre eau et conflits est appelé à s'accroître au cours des décennies à venir. Mais les prophéties alarmistes sur les futures guerres de l'eau ne contribuent-elles pas à détourner le regard des vrais problèmes et des vraies solutions ?

Le précieux liquide, qui couvre 70% de la superficie terrestre, est inégalement réparti. 7,5 milliards d'habitants doivent se partager moins de 3% d'eau douce, avec des perspectives encore plus sombres à l'horizon 2050



L'eau

UNE DENRÉE DE PLUS EN PLUS RARE

Jean-Célestin EDJANGUE

Son importance dans la vie quotidienne n'est plus à démontrer. On en a besoin pour l'hygiène corporelle, laver et cuire les aliments, éteindre la soif ou encore pour la protection de l'environnement. Au même titre que l'air, l'eau est un élément primordial à la vie, sous toutes ses formes. Elle est même la vie. Dans le corps humain, par exemple, l'eau est le véhicule des éléments figurés du sang, ainsi que celui de certaines sécrétions comme les larmes ou les sucs digestifs. Elle est nécessaire au maintien de la température via la sudation et à l'élimination des urines comme déchets solubles. On parle souvent de « Grande bleue » pour

désigner la planète terre. Car l'eau couvre environ 1,4 milliards de kilomètres carrés de la surface terrestre soit 70% de cette superficie. Le double problème que pose cette eau réside d'une part sur le fait qu'elle est à 97,2% salée et seulement 2,8% douce, soit -0,02% des eaux de surface comprenant des fleuves, rivières, lacs... Et d'autre part, cette eau est inégalement répartie entre les pays et les continents, car les ressources en eau dépendent en grande partie des précipitations. Ainsi, plus de 180 pays de la planète souffrent de pénurie d'eau douce pendant que 10 pays du globe disposent de 60% de l'eau douce, grâce à leur climat tempéré ou tropical humide. Parmi les pays

les mieux lotis, il y a le Brésil, le Canada, la Russie, la Chine ou encore les États-Unis. Une pénurie qui s'explique dans les pays en voie de développement et en Asie, région qui concentre 60% de la population mondiale pour 30% d'eau douce, par la faiblesse des ressources et des problèmes de développement. Car pour accéder à l'eau il faut préalablement qu'elle soit potable et douce. Il faut donc recourir à des techniques d'épuration et de dessalement. Des procédés qui ont un coût et que nombre de gouvernements des pays en développement ne semblent pas prêts à assumer pour avoir le précieux liquide qui, de surcroît, se raréfie.



Sources de conflits latents

Dans un ouvrage paru en mai 2018 sous un titre évocateur « L'eau enjeu vital des relations internationale », l'ancien Premier ministre de Guinée, Kabiné Komara, pose clairement le débat et les enjeux, dans le sous-titre de son livre : « Eaux transfrontières : bombes à retardement ou facteurs de coopération et de paix ? » Cette interrogation, loin d'être un simple effet de style, est justifiée par des situations conflictuelles au quotidien entre Etats au sujet des eaux territoriales bien au-delà des frontières maritimes. L'ancien Premier ministre de la Guinée, nommé Haut-Commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), semble avoir appris davantage sur la question depuis sa nomination que lors de son action comme chef du gouvernement guinéen sous la houlette du président Moussa Dadis Camara. Il raconte dans le prologue de l'ouvrage de 256 pages, une anecdote qui sonne comme une mise en garde à lui adressée par un collègue asiatique visiblement mieux imprégné de la réalité de la situation en la matière. « Je viens d'apprendre par la presse ta nomination à la tête d'une organisation qui gère un fleuve transfrontalier. Je suis assez inquiet pour toi car, de ce que je connais de ce sujet, tu risques d'être impliqué dans un conflit armé ; les Etats sont impitoyables dans l'accaparement des ressources en eau sur leur territoire et sont aussi prêts à conquérir ou à domestiquer leur voisin pourvoyeur d'eau si ce dernier devait leur résister ». Une mise en garde qui fit froid dans le dos du nouveau Haut-Commissaire de l'OMVS. « En effet, je savais que deux tribus ou deux villages voisins ayant vécu en toute intelligence avaient été jusqu'à s'entretuer pour s'attribuer une source d'eau, dans un geste désespéré de survie, mais je ne pensais pas que des Etats pouvaient en faire autant », confesse Kabiné Komara qui semble avoir décelé la source de conflits potentiels liés à l'eau.

Gaspillage, pollution...

Entendons-nous bien. Dire que l'eau douce se raréfie ne signifie pas qu'il n'y en a pas potentiellement assez pour les 7,5 milliards d'habitants qui peuplent la planète. La rareté de l'eau est liée à la fois à un phénomène naturel et à l'action humaine irresponsable. Car, si l'eau douce est répartie de manière inégale dans le temps et dans l'espace, une grande partie de cette eau est, par ailleurs, gaspillée, mal gérée, et même de plus en plus polluée. Ce qui pose le problème de sa gestion durable. Ce d'autant plus qu'à l'inégale répartition de l'eau et sa gestion inappropriée, s'ajoutent l'équation démographique qui fait que certaines régions manquent d'eau parce que son utilisation a augmenté, à l'échelle mondiale, deux à trois fois plus vite que la population au cours du siècle dernier. Dans nombre de pays ou de régions, la pénurie d'eau est un véritable enjeu de développement d'ordre socioéconomique qui place l'humain au cœur de la problématique.

L'impact de la consommation sur l'offre de la qualité d'eau ne pouvant être satisfaite, est un indice de la pénurie d'eau douce qui peut être aggravée par les effets du réchauffement climatique, particulièrement dans des zones arides déjà en situation de stress hydrique. Face à cette réalité, il est urgent de protéger les ressources en eau douce. Ce qui passe nécessairement par un traitement intégré de l'impact de l'action humaine sur l'environnement et le climat. Ici, comme ailleurs, pour des questions qui impliquent le développement et la gestion durables, il faut mettre sur pied des politiques d'éducation à l'environnement, qui supposent d'investir dans des programmes basés sur la protection du milieu de vie, l'utilisation rationnelle de l'eau, en vue de sa préservation pour le bien-être des générations futures. Car, il est connu aujourd'hui que la dégradation de la qualité de l'eau contribue à la pénurie d'eau douce et donc à la rareté du précieux liquide.



Remember BERTA CACERES

L'assassinat, dans la nuit du 2 au 3 mars 2016, de la hondurienne, figure emblématique des victimes des guerres de l'eau, témoigne de ce que défendre la planète reste un combat risqué voire dangereux.

Jean-Célestin EDJANGUE

Voilà 5 ans qu'elle s'en est allée. Abattue comme une bête par des inconnus jusque dans son domicile. Son meurtre a ému la planète bien au-delà des frontières du Honduras, comme une explosion dont la déflagration atteint un périmètre avec un rayon difficile à cerner. Berta Caceres, militante écologique hondurienne de la communauté Lenca, était une combattante sans réserve en faveur de la protection de la nature et la sauvegarde du milieu quotidien de vie. Ses positions affirmées, déterminées, mais toujours frappées sous le coup du bon sens, dérangeaient les industriels et promoteurs des entreprises guidés par le seul but du profit financier au détriment du développement durable, harmonieux et responsable. Son assassinat illustre à suffire les intérêts divergents, voire diamétralement opposés entre nombre de ces grands patrons industriels et les gardiens d'un environnement sain, qui intègre le bien-être des générations actuelles mais également celles à venir. Pour comprendre de quoi il

est question, il n'est pas inutile de revenir sur le parcours de Berta Caceres et son engagement pour la sauvegarde de l'environnement. Lauréate du Prix Goldman pour l'environnement, en avril 2015, elle est froidement assassinée par des inconnus, la nuit du 2 au 3 mars 2016, alors qu'elle rentrait à son domicile, à La Esperanza. Elle avait été victime de menaces à peine voilées pendant plusieurs années. Son seul crime, c'est de s'être opposée à la construction d'un barrage sur le fleuve Gualcarque, situé dans le département de Santa Barbara. L'enquête prouvera que l'attaque a été commanditée par l'entreprise Desarrollos Energeticos.

Prix Goldman pour l'environnement

L'écologie, elle est tombée dedans dans sa prime jeunesse. En 1993, alors à peine âgée de 20 ans, Berta Caceres, cofonde le Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras (COPINH). Un mouvement citoyen qui va rapidement devenir la bête noire des patrons d'entreprise et du gouvernement. Les membres de

l'association subissent régulièrement des menaces de mort, deviennent des cibles privilégiées et sujets de répression dès qu'ils tentent de résister à des projets d'exploitation minière, de barrages et bien d'autres qui, aux yeux des militants, constituent une menace sérieuse de l'environnement et des riverains. Berta Cáceres est ainsi à la tête de la lutte, à partir de 2006, contre le projet de construction du barrage hydroélectrique d'Aghua Zarca, sur le Rio Gualcarpe, qui pour la militante, menace de priver d'eau douce plusieurs centaines de citoyens à l'entour. Trois ans plus tard, en 2009, au fort de la tension politique au Honduras, la combattante pour la préservation de l'environnement naturel, est clairement identifiée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) comme faisant partie des personnalités en danger et inclut Bertha Cáceres sur sa liste des personnes menacées le 8 juin 2009, la commission est obligée de prendre des mesures de précaution (MC 196-09) en vue de la protection de Berta Cáceres, dont le domicile était encerclé par des forces de l'ordre, et ses camarades militants. La famille de Berta affirme que « la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme avait ordonné des mesures pour assurer la sécurité de la militante mais qu'elle n'avait, de fait, reçu aucune

protection de l'État sous pression de ceux qui défendent le secteur minier et les entreprises hydroélectriques ». Moins de deux semaines avant le coup d'Etat du 28 juin qui voit l'armée soutenue par la Cour suprême et le Congrès arrêter et expulser le président Manuel Zelaya du Parti Libéral du Honduras (PL). Le conflit institutionnel se cristallise autour de la mise en place d'un référendum qui devait avoir lieu le jour même, pour convoquer une assemblée constituante. Une tentative que les autorités judiciaires voyaient d'un mauvais oeil perçue comme une tentative de violer la règle constitutionnelle interdisant au président de briguer un second mandat. La campagne contre le barrage est une lutte sans merci et les adversaires de Berta Cáceres ne lésine sur aucun moyen pour la déstabiliser et même pour essayer de la confondre. Elle fait l'objet, avec les autres organisateurs de campagnes, de menaces, intimidations et autres méthodes peu conventionnelles, de la part des militaires. C'est ainsi que lors d'un voyage à Rio Blanco, son véhicule est fouillé et une arme y est curieusement découverte. Berta et sa délégation sont placées en détention pendant une nuit. La militante est persuadée que l'arme été déposée dans son véhicule par les militaires, elle sera par la suite placée sous-contrôle judiciaire, obligée de se présenter une fois par

semaine au tribunal, dans le but de limiter ses déplacements à l'intérieur du pays et d'empêcher qu'elle se rende à l'étranger où sa popularité était grandissante. Elle sera jugée sans suite et l'obligation du contrôle judiciaire levée en 2014. Elle ne sait pas alors que son combat va être couronné l'année suivante, en avril 2015, par le prix le plus prestigieux en matière de sauvegarde de l'environnement : le prix Goldman pour l'environnement. Ultime pied de nez à ses détracteurs qui la feront assassiner, par des inconnus, chez elle dans la nuit du 2 au 3 mars 2016.

Transition énergétique et jeu d'intérêts

Le meurtre de Berta Cáceres a ému la terre entière et le Rapporteur Spécial des Nations unies, Michel Forst, avait exigé la mise en place d'une commission d'enquête indépendante pour trouver les coupables et les traduire devant la justice. Les choses vont s'accélérer dans ce sens. Quelques mois après, huit personnes sont arrêtées, dont les responsables environnement et sécurité de la société Desarrollos Energéticos (DESA) qui construisait un barrage hydroélectrique sur le territoire d'une communauté indigène ainsi que trois éléments des renseignements de l'armée auxquels s'ajouteront, en novembre 2017, deux autres policiers soupçonnés d'avoir falsifié les preuves recueillies pendant l'enquête afin de protéger les inculpés et maquiller l'affaire comme étant le résultat d'un vol ou d'un crime passionnel. Un rapport rendu par cinq avocats internationaux, indépendants, ne laisse l'ombre d'aucun doute sur les donneurs d'ordre de l'exécution de la militante de l'écologie : « Le meurtre de Berta Cáceres a été commandité par les hauts dirigeants de l'entreprise DESA », conclut le document. Quant au journal Reporterre, il semble connaître le mobile du crime. « En raison des retards et des pertes financières liés aux manifestations dirigées par Berta Cáceres », pense-t-il. Quoi qu'il en soit, force est de constater que si les assassins payés pour faire le sale boulot et ceux qui ont planifié le crime contre Berta Cáceres ont été lourdement condamnés le décembre 2019, de 30 ans à 50 ans d'emprisonnement, les commanditaires, les cerveaux de l'opération n'ont pas été inquiétés. Du coup, cette sanction qui se voulait exemplaire d'autant qu'elle a été prononcée au moment où s'ouvrait la Cop 25 à Madrid, est apparue aux yeux de nombreux observateurs et analystes comme un écran de fumée visant à redorer l'image de la justice hondurienne et donc du Gouvernement de Tegucigalpa. Le meurtre de Berta Cáceres est symptomatique des liens incestueux et du jeu d'intérêts entre les gouvernements et entreprises de constructions des infrastructures présentées comme nécessaires pour contribuer à l'amélioration du quotidien des habitants.



Cameroun

QUELLE POLITIQUE POUR LA SURVIE DU DROIT A L'EAU ?

Au Cameroun, les populations du grand sud ont deux fois plus de disponibilité en eau que les populations du Grand Nord. Les écarts en matière d'accès à l'eau s'observent également entre les populations des zones urbaines et celles des zones rurales. Pour réduire ces inégalités et garantir un accès à l'eau de manière intégrale, sur les plans quantitatif et qualitatif, le gouvernement a adopté plusieurs stratégies, au rang desquelles, le Plan d'Action nationale de Gestion intégrée des Ressources en eau (PANGIRE) et le Projet d'alimentation en eau d'assainissement en milieu rural au Cameroun (Paea-MRU).

Boris NGOUNOU



Le droit à l'eau est bafoué au Cameroun par des facteurs à la fois naturels et humains. Les ressources en eau ont beau être abondantes (une pluviométrie moyenne de 1600 mm, des réserves en eaux souterraines estimées à 2700 km³ et 285 km³ de ressources en eaux renouvelables), celles-ci sont soumises à une grande variabilité spatio-temporelle décroissante du sud vers le Nord. Selon les chiffres du ministère de l'eau et de l'Énergie (MIREE), la disponibilité d'eau par habitant à l'horizon 2025 dans la partie méridionale du pays se situe à 40 000 m³ alors que dans la partie septentrionale, cet indicateur se situe à 20 000 m³.

La disparité des ressources en eau au Cameroun est aussi tributaire de la répartition des infrastructures. Selon l'institut national de la statistique (INS), en 2018 le taux moyen d'accès à l'eau

potable était de 77 % en milieu urbain et de 45 % en milieu rural.

Le PANGIRE

Le Plan d'Action nationale de Gestion intégrée des Ressources en Eau (PANGIRE) s'inscrit dans le cadre des actions menées par le gouvernement camerounais pour réduire les inégalités en thème d'accès à l'eau en zone urbaine. Lancé en 2005, le PANGIRE se traduit sur le plan tarifaire par une réduction de 50 % sur les coûts de branchement. Sur le plan fiscal, l'on note l'exonération de la TVA relative aux tranches de consommation dites sociales pour les ménages. Sur le plan institutionnel et juridique, le gouvernement confie à la Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater), la gestion des biens et droits affectés au service public de l'eau potable en milieu urbain et périurbain. Conformément au décret N° 2005/494 du

31 décembre 2005, la société à capitale publique assure la planification, la réalisation des études, la maîtrise d'ouvrage, la recherche et la gestion des financements pour l'ensemble des infrastructures et ouvrages nécessaires au captage, à la production, au transport et au stockage, à la distribution de l'eau potable.

Le Paea-MRU pour rattraper le gap dans les zones rurales

La politique d'amélioration de l'accès à l'eau potable dans les zones rurales du Cameroun est incarnée actuellement par le Projet d'alimentation en eau d'assainissement en milieu rural au Cameroun (Paea-MRU). Évalué à 18 milliards de francs CFA, ce projet

vise notamment la réalisation de réseaux simplifiés d'alimentation en eau potable dont certains sont gravitaires et d'autres fonctionnent à l'aide de pompage. Pour ce projet, il est prévu 22 réseaux d'adduction en eau potable (AEP) simplifiés dans la région de l'Ouest, 16 dans la région du Sud, 28 au Nord-Ouest et 22 au Sud-Ouest.

Initialement prévue pour 2020, la mise sur pied du Paea-MRU devrait intervenir dans les prochains mois. C'est le mois dernier que le MINEE a rendu publics les résultats de l'appel d'offres international restreint visant à sélectionner un consultant pour la maîtrise d'œuvre complète du Projet. L'entreprise adjudicataire de cette offre, est donc l'entreprise tchadienne Sicad (Service d'ingénierie-conseil appliqué au développement), pour un montant 677 737 millions de FCFA, et pour une durée totale des travaux de 60 jours.

Eau et cybersécurité

QUAND LES PIRATES S'ATTAQUENT A L'EAU

La vulnérabilité de certaines infrastructures est à questionner. La santé des individus est menacée.

Eric Vincent FOMO

Le 5 février 2021, un hacker a piraté le réseau d'une station d'approvisionnement des eaux à Oldsmar, en Floride aux Etats-Unis. A travers sa commande, il manipulait le panneau de contrôle des installations et a pu augmenter à un niveau dangereux la concentration d'un additif chimique (l'hydroxyde de sodium) de 100 sur un million à 11 100. Le produit en question, utilisé à faible dose pour contrôler l'acidité de l'eau, peut brûler la peau et causer de graves dégâts aux yeux, révèle le site Internet du magazine Wired. Dans la foulée, la menace a mis en émoi la communauté internationale. La France par exemple, a dû recenser plus de 200 opérateurs d'importance vitale dans 12 secteurs d'activité, identifiés comme ayant des activités indispensables à la survie du pays. En avril 2020, la station d'approvisionnement en eau d'Israël a également fait l'objet de cyberattaques, notamment au niveau des systèmes de contrôle et de commande des stations d'épuration des eaux usées, des stations de pompage et des égouts. La situation a poussé la direction nationale des cyberattaques à alerter les compagnies des eaux à changer leurs mots de passe Internet.

Loin d'être des cas isolés, ces deux scénarii illustrent jusqu'à quel point les

menaces des cyberattaques sur les secteurs industriels comme l'eau, l'énergie, sont de plus en plus récurrentes. Ces menaces mettent « en lumière pour le grand public un risque réel sur les environnements industriels, qui est souvent moins bien connu que celui de l'informatique classique », a expliqué David Grout, responsable pour l'Europe de la société de cybersécurité américaine FireEye, dans les colonnes de l'AFP.

Nouvelles cibles

Comment en est-on arrivé à une telle vulnérabilité des systèmes d'approvisionnement en eau ? Sur les antennes de France 24, Gêrôme Billois, spécialiste de la cybersécurité pour le cabinet-conseil Wavestone, expliquait que les dispositifs de sécurité de ces sites ont été « mis en place il y a des décennies, à une époque où la menace cyber n'était pas encore aussi évoluée ».

L'intérêt de telles menaces serait géostratégique entre autres. Dans son ouvrage intitulé La Cybersécurité, Nicolas Arpagian, enseignant à l'école de Guerre économique à Paris en France, souligne qu'« il y a les cybercriminels qui agissent par idéologie ou par défi, qui réclament de l'argent. Et il y a ceux qui ont des motivations étatiques (un Etat contre un autre Etat) ou terroristes ». Dans le contexte actuel de crise sanitaire qui impose le télétravail, les risques d'attaques de cette ampleur ne sont pas à exclure. Adam Palmer, spécialiste de Tenable (leader mondial de la vulnérabilité et de la gestion des risques cybernétiques) explique qu'« avec la banalisation du travail à distance, les entreprises se sont empressées de trouver des moyens pour que les salariés puissent continuer à travailler depuis chez eux, en ne mesurant pas parfois les implications en termes de sécurité informatique ».





Guerres de l'eau

LES ZONES DE CONFLITS

Si nous sommes habitués à le voir couler du robinet d'un simple geste, l'«or bleu» devient un enjeu géopolitique essentiel. «L'eau est un élément vital, ce qui n'est pas le cas du pétrole par exemple, important pour l'économie mais pas

indispensable au maintien de la société», explique Barah Mikail, chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques et auteur de L'eau, source de menaces?

Jean Loïc AMOUGOU

L'eau douce, qui représente 3% de l'eau contenue sur la Terre, est utilisée, pour 70% par l'agriculture, entre 20 et 22% par l'industrie et entre 8 et 10% par la consommation domestique. «En 2035, on estime que la moitié des réserves d'eau douce auront disparu», souligne Pauline Lavaud, chargée de mission à la Fondation France Libertés. On en imagine aisément l'impact, notamment

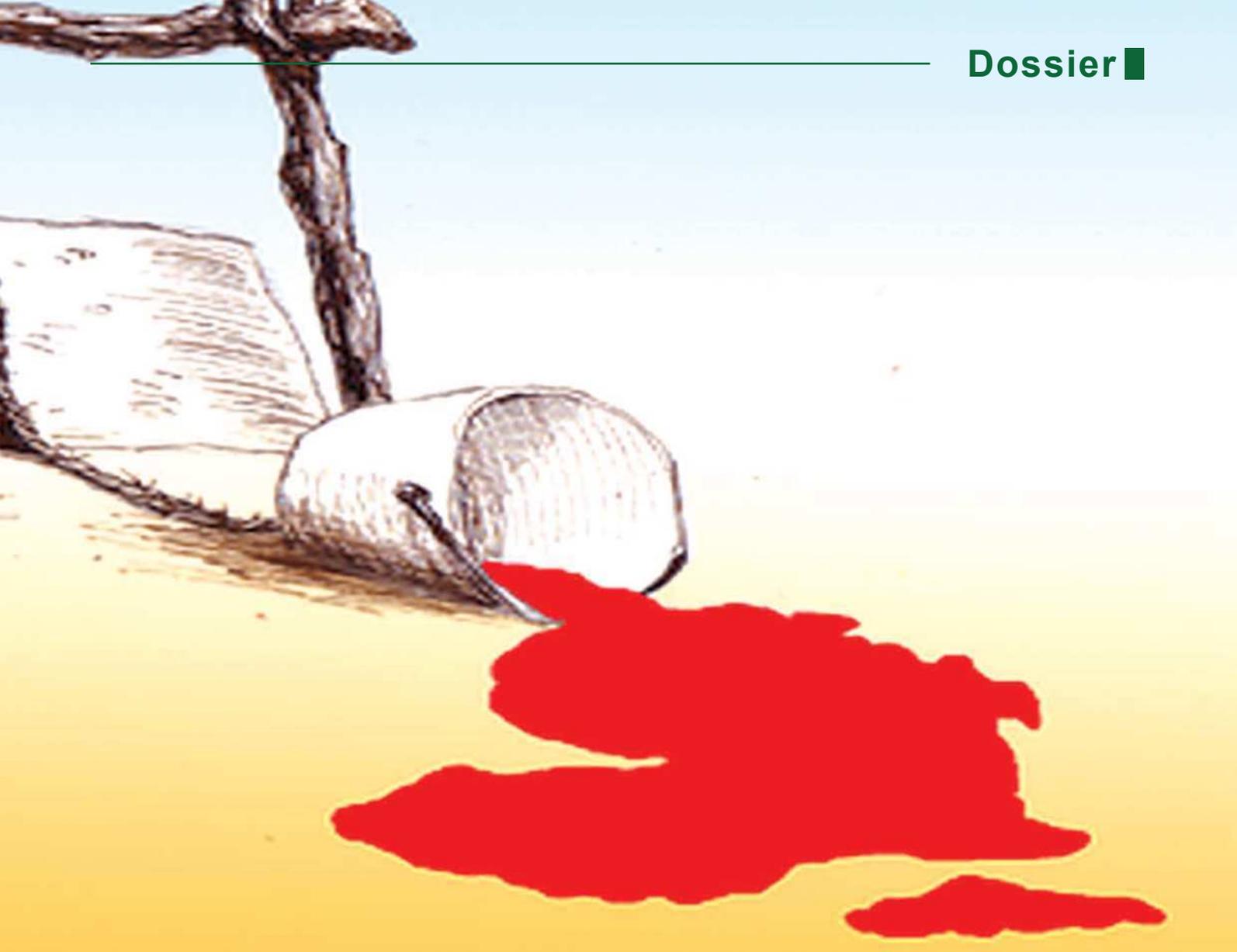
économique.

Entre la raréfaction, l'inégale répartition des ressources et la pollution par l'industrie et l'agriculture, l'eau risque donc de devenir un enjeu stratégique de plus en plus majeur.

Enjeux limités pour les pays développés

«Les pays développés, comme ceux de l'Union européenne, les Etats-Unis ou encore le Canada ont des

moyens et des savoir-faire techniques qui leur ont permis de dépasser les contraintes en eau», détaille Barah Mikail. Pourtant, en Amérique du Sud notamment, «les Etats-Unis se positionnent sur des territoires riches en eau», note Pauline Lavaud, comme par exemple sur l'aquifère de Guarani, avec l'installation d'une base militaire. Dans d'autres secteurs du globe, qui ont moins de ressources, les



infrastructures ne sont pas forcément suffisantes et leur gestion laisse parfois à désirer.

Tensions intra-étatiques

En Chine, la répartition de l'eau et des besoins est inégale. «En caricaturant, on a les ressources dans le sud-est, bien alimenté, et le nord-ouest, beaucoup plus soumis à des manques, alors que l'agriculture est surtout présente dans cette zone», décrit Barah Mikail. La Chine a mis en place une politique de grands barrages mais aussi de déplacement des populations qui ont créé du mécontentement. «On se focalise sur les tensions inter-étatiques, mais selon moi, les tensions internes sont plus importantes», note le chercheur. Situation similaire en Inde, où, il y a quelques années, les habitants du Kerala ont manifesté contre

l'implantation d'usines de Coca-Cola, très gourmandes en eau. Sous la pression populaire, les autorités ont été contraintes à prendre des mesures contre les usines.

Plutôt des tensions que des conflits

Entre les pays, les tensions se cristallisent souvent autour de cours d'eau qui traversent plusieurs Etats. En effet, si un pays situé en amont du fleuve décide d'installer un barrage, il réduit de fait les ressources en eau pour les pays situés en aval. Dans certaines zones, comme pour certains bassins africains, des organismes supra-étatiques ont été mis en place afin de gérer les ressources d'eau et les infrastructures en évitant les tensions.

Au Moyen-Orient, il existe des tensions fortes, notamment autour du

Tigre, de l'Euphrate et du Jourdain. Néanmoins, nuance Barah Mikail, «autour du Jourdain, on est dans le statu quo. Israël, en amont, n'a que peu de craintes envers les pays situés en aval. En effet, c'est l'Etat hébreu qui a les moyens de faire valoir ses intérêts par la force, et le rapport de force est écrasant». Peu de risque, donc, de voir la Syrie ou la Jordanie prendre des mesures importantes.

Le Nil est aussi un fleuve clé dans les enjeux hydrauliques entre l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte. Mais là encore, «même si l'option d'un conflit n'est pas exclue, elle est à relativiser», note Barah Mikail, «l'option diplomatique reste posée, d'autant qu'il faudrait des moyens lourds à mettre en place (pour construire des barrages), qui laisseraient le temps aux autres pays de réagir.»



Géostratégie

LA GUERRE DE L'EAU

La lutte pour le précieux liquide constitue une source de rivalités et de tensions entre les Etats.

Eric Vincent FOMO

Alors que l'Ethiopie compte démarrer la première phase de production d'énergie électrique sur le barrage de la Renaissance à partir de juin 2021, les négociations avec l'Egypte et le Soudan semblent être au point mort. Ces derniers estiment que les mécanismes de fonctionnement du barrage et du processus de remplissage du réservoir ne sont pas clairs. « Nous

rejetons la politique qui consiste à imposer un fait accompli et à étendre le contrôle sur le Nil bleu via des mesures unilatérales sans tenir compte des intérêts du Soudan et de l'Egypte », faisait observer le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi le 6 mars dernier, lors d'une visite au Soudan.

Jusqu'à présent, la mise en service du plus grand barrage d'Afrique n'arrange pas le pays des Pharaons qui pourrait voir son

volume hydrique perturbé, alors qu'il bénéficie du plus important quota (lié au partage des eaux du Nil) depuis les traités de 1929 et 1959, fait observer Le Monde. L'éventuelle diminution de ce potentiel fait peser un risque de conflit prédit d'ailleurs par International Crisis Group. Alors que l'Ethiopie a tout misé sur ce barrage (en débloquant plus de 4,5 milliards de dollars, soit 7% de son PIB), l'Egypte n'est pas prête à



lâcher du lest étant donné que sa dépendance vis-à-vis du Nil est absolue : pour l'agriculture, pour l'eau consommée par sa population qui vit à plus de 90% dans une région proche de ses berges et pour la production de son électricité.

Au-delà de l'Afrique, les rivalités sur la gestion de l'eau restent d'actualité. Les tensions entre le Mexique et les Etats-Unis avec l'assèchement du fleuve Colorado se sont exacerbées ces dernières années. En octobre 2020, des fermiers mexicains ont pris le contrôle du barrage de la Boquilla situé sur la rivière Conchos, affluent majeur du Rio Grande. L'idée était d'empêcher la livraison d'eau due par le Mexique aux Etats-Unis. La levée de bouclier menace la survie d'un peu plus de 40 millions d'habitants de l'Ouest américain qui dépendent du fleuve Colorado. En France, il y aurait plus de 100 retenues d'eau en ce moment qui divisent les agriculteurs et les écologistes.

2,2 milliards de personnes sans accès à l'eau dans le monde

Selon l'Ong Action contre la faim, près de 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau dans le monde. Par ailleurs, les estimations font état de ce que 3,6 milliards de personnes dans le monde vivent dans des zones où l'eau est une ressource rare au moins un mois par an. Le World Resources Institute enfonce le clou en révélant qu'une trentaine de pays du globe sont confrontés au stress hydrique et sont obligés de consommer plus d'eau que leurs réserves. Que ce soit en Afrique du Nord, au Moyen-Orient ou en Asie centrale.

Alors qu'un habitant de l'Afrique subsaharienne dispose de moins de 10 litres d'eau par jour, chaque français en consomme en moyenne près de 150 litres et un Américain du Nord plus de 25 litres par jour. En outre, neuf pays dans le monde disposent à eux seuls 60% de toutes les réserves d'eau dans le monde, à savoir : Brésil, Canada, Chine, Colombie, Inde, Indonésie, Etats-Unis, Pérou et Russie.





Chers Yaoundéens,

Gardons
notre **YAOUNDÉ**

Cité - Capitale

PROPRE !



LES ENJEUX DU RETOUR DES ETATS-UNIS DANS L'ACCORD DE PARIS

L'enthousiasme provoqué par l'élection de Joe Biden et l'annonce de la réintégration du multilatéralisme en matière d'urgence

climatique,

pourraient bien être douchés par les négociations sur le relèvement des ambitions dans l'optique de la COP 26 à Glasgow, en novembre prochain.

Jean-Célestin EDJANGUE

« Je salue le retour des États-Unis au sein de l'Accord de Paris pour le climat : Welcome back! C'est tous ensemble que nous pourrions réussir à relever les défis de notre temps. C'est tous ensemble que nous pourrions changer la donne climatique en agissant pour notre planète », avait écrit sur twitter le président Emmanuel Macron, quelques minutes seulement après la signature, par Joe Biden, du décret formalisant le retour des États-Unis d'Amérique dans l'Accord de Paris, le 20 janvier 2021. La nouvelle a réjoui tous les partisans du multilatéralisme. A Bruxelles, la capitale européenne, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a salué une "nouvelle aube" sous Joe Biden, et l'Union européenne indiquant dans un communiqué « se réjouir du retour des États-Unis dans l'accord sur le climat ». Joe Biden, se situant dans la droite ligne de l'action menée aux côtés de Barack Obama comme Vice-président, avait promis durant la campagne électorale en vue de la présidentielle 2020, de « remettre les États-Unis sur la voie de la neutralité carbone d'ici 2050 pour répondre à la diminution des émissions de gaz à effet de serre ». Un préalable qui, selon les experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), est nécessaire pour éviter l'aggravation des conséquences ravageuses du réchauffement climatique à travers le monde, et espérer léguer une planète digne aux générations futures.

2000 milliards de dollars et neutralité carbone d'ici 2050

Si la France et l'Union européenne se félicitent du retour des États-Unis dans l'Accord de Paris sur le climat, c'est que la lutte contre le réchauffement climatique a souffert du retrait du pays de l'Onclé Sam au lendemain de l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump. Ce

dernier avait annoncé, en juin 2017, la « sortie des États-Unis de l'Accord de Paris », estimant que Washington n'a pas vocation à continuer d'assumer le financement de la lutte contre le changement climatique à l'échelle de la planète. Et ce d'autant plus qu'il ne croyait pas vraiment à la situation alarmante décrite depuis plusieurs décennies par des scientifiques au sujet du climat. Le 4 novembre 2020, au terme du délai légal nécessaire à leur sortie, les États-Unis se retiraient formellement de l'Accord, liant ainsi la parole aux actes. Retrait qui aura duré environ deux mois et peiné les démocrates qui ont participé activement, sous administration Obama, à l'adoption du document. Et comme il fallait s'y attendre, Joe Biden, en pleine campagne pour la présidentielle, annonçait que sa première décision en tant que président serait de revenir dans l'Accord de Paris dont il avait été signataire en 2015. Aussitôt dit, aussitôt fait. L'élection de Joe Biden, comme 46^e président des États-Unis, apparaît incontestablement comme une excellente nouvelle pour la coopération internationale contre le changement climatique. Sous Barack Obama, les États-Unis s'étaient engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 26 à 28% sous leur niveau de 2005 d'ici 2025. Un objectif à revoir, puisque compromis par la présidence de Donald Trump.

Le retour des États-Unis devrait permettre à l'Accord de Paris de redevenir universel, d'entraîner comme une locomotive pour les 195 à 200 pays qui ont paraphé le document les engageant à contenir, d'ici à 2100, les émissions de gaz à effet de serre en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C. Surtout, on peut imaginer que le retour américain incite



d'autres pays à revoir à la hausse leurs ambitions dans la lutte pour le changement climatique : la COP26, qui doit se tenir à Glasgow en novembre 2021 suite à un report d'un an en raison de la crise sanitaire planétaire de la Covid-19, enregistrera probablement de nouveaux engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030, et dépasser, en nombre, la quinzaine de pays qui ont, pour l'heure, annoncé leurs intentions dans ce sens.

Appréhensions

Il serait trop facile de penser que le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris, après 4 années de retrait, se fera sans risque, ou tout naturellement. L'enthousiasme général lié à la victoire de Joe Biden ne doit pas faire perdre de vue certaines réalités qui pourraient justifier des appréhensions. D'abord, l'objectif majeur de l'Accord de Paris est de définir un cadre clair et durable, indispensable à la coopération internationale dans la lutte contre le changement climatique. L'Accord de Paris doit donc bénéficier de la stabilité pour être crédible et réussir là où le Protocole de Kyoto a failli. Plus d'une centaine d'entreprises et promoteurs industriels avaient demandé à Donald Trump, avant la mise à exécution de sa menace de sortir de l'Accord de Paris, de rester dans l'accord. Parmi eux, des chefs d'entreprises américaines parmi les plus polluantes comme Exxon Mobil ou DuPont. Ces entreprises redoutaient encore plus l'incertitude, le flou, et l'instabilité qu'une sortie américaine de l'Accord allait immanquablement générer, que la contrainte de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Lutte contre le changement climatique

LES PRIORITES DE LA COP 26

Initialement prévu en novembre 2020, l'évènement a été reporté en novembre prochain. L'ambition climatique reste la même.

Eric Vincent FOMO



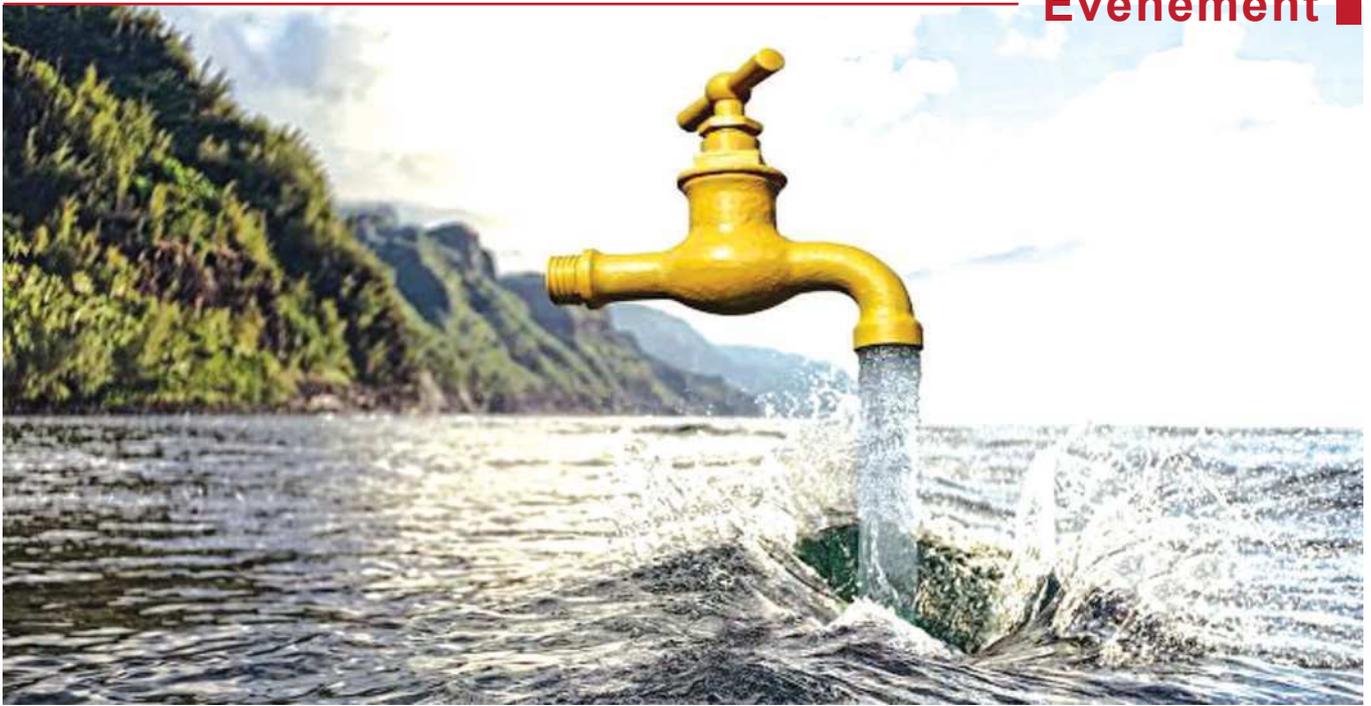
Le spectre du Covid-19 plane sur la 26e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 26). Initialement prévu du 9 au 19 novembre 2020, l'évènement planétaire a été reporté du 1er au 12 novembre 2021 à Glasgow, en Ecosse. La décision a été prise par le Bureau de la COP de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), avec le Royaume-Uni et en partenariat avec l'Italie. « Le monde est actuellement confronté à un défi mondial sans précédent et les pays concentrent à juste titre leurs efforts sur le sauvetage de vies et la lutte contre la Covid-19. C'est pourquoi nous avons décidé de reprogrammer la COP 26 », avait déclaré en avril 2020 le britannique Alok Sharma, président désigné de la COP26 et secrétaire d'Etat chargé des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle. D'aucuns voient en ce report un aveu d'échec. Mais, les organisateurs et experts estiment que la décision permet de donner le temps nécessaire aux différents pays de la planète pour relever leurs ambitions climatiques au cours des prochaines

décennies. Etant donné que le sommet permettra en effet aux parties d'entériner de nouveaux objectifs adossés à l'Accord de Paris. « En novembre 2021, la tragédie de Covid-19 sera derrière nous. D'ici là, nous profiterons de chaque opportunité internationale pour accroître l'ambition et la mobilisation », avait soutenu l'Italie.

Si le Covid-19 représente la menace la plus urgente à laquelle l'humanité est confrontée aujourd'hui, les changements climatiques sont, de l'avis de la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa, la plus grande menace à laquelle l'humanité est confrontée à long terme. « Bientôt, les économies vont redémarrer. Ce sera une opportunité pour les pays de mieux se redresser, d'inclure les plus vulnérables dans ces plans et de façonner l'économie du 21e siècle de manière propre, verte, saine, juste, sûre et plus résiliente », a-t-elle précisé. Alors que la grand-messe de l'ONU sur le climat se profile, le gouvernement britannique travaille autour de cinq campagnes : adaptation et résilience, nature, transition énergétique, transport routier propre et finance.

Les priorités climatiques n'ont pas changé

Malgré le trauma imposé par le Covid-19, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, encourage les pays à une synergie d'actions pour lutter contre le changement climatique, non sans rappeler que la science sur le climat n'a pas changé. L'objectif est de poursuivre les efforts pour accroître l'ambition et l'action contre le changement climatique. « La science du climat n'a pas changé. Les émissions de gaz à effet de serre sont aujourd'hui à un niveau record et les impacts se multiplient et aggraveront les défis socio-économiques que cette crise va intensifier », fait savoir M. Guterres. A sa suite, le porte-parole de l'ONU affirme que le comportement humain modifie la capacité de régulation du système terrestre, avec un impact sur la vie et les moyens de subsistance, allant de notre santé à notre économie mondiale. Sur ce point, la crise sanitaire liée au coronavirus est un exemple patent de la vulnérabilité des pays, des sociétés et des économies aux menaces existentielles.



Journée mondiale de l'eau

PLUS DE 320 MILLIONS D'AFRICAINS MARGINALISÉS

Le continent africain reste le deuxième le plus sec au monde après l'Australie, alors que l'Afrique de l'Ouest et centrale regorge 54% des ressources en eau.

Eric Vincent FOMO

« **La place de l'eau dans nos sociétés et comment la protéger** ». C'est sur ce thème que s'est célébrée l'édition 2021 de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars dernier. Le précieux liquide reste un luxe pour plusieurs personnes dans le monde. Malgré que l'accès à l'eau et à l'assainissement soit considéré comme un droit humain fondamental, consigné dans le sixième objectif de développement durable (ODD) des Nations unies qui consiste à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ». Le Rapport mondial 2021 des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau est sans ambages. « Plus de deux milliards de personnes vivent déjà dans des régions soumises à un stress hydrique et quelque 3,4 milliards de personnes, soit 45% de la population mondiale, n'ont pas accès à des installations d'assainissement suffisamment fiables », précise le document.

La situation du continent africain n'est pas reluisante. Convoquant les statistiques du Programme commun

de surveillance OMS/UNICEF 2017, Aïda Kabo, chargée de programmes chez Speak Up Africa, plateforme de promotion du développement durable, indique que près d'un Africain sur trois vit encore sans accès à un assainissement de base. Sur un tout autre plan, plus de 320 millions d'Africains restent dépourvus d'un accès à l'eau potable. La facture du déficit annuel en infrastructures d'eau sur le continent s'élèverait à près de 5% de PIB de l'Afrique subsaharienne. Dans cette partie du continent, à peine 15% de la population bénéficie d'eau et de savon à domicile, contre 76% en Afrique du Nord. Au Burkina Faso par exemple, Water Aïd a indiqué qu'au 31 décembre 2020, 76,4% de Burkinabè ont eu accès à l'eau et que 55 villages du pays n'ont pas accès à l'eau potable.

Le déficit en eau enregistrée en Afrique contraste cependant avec un potentiel important. Les six pays les plus riches en eau d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest rassemblent à eux seuls 54% de l'ensemble des ressources en eau. Les estimations font également état de ce que les

ressources en eau douce de l'Afrique représentent près de 9% des ressources en eau douce mondiales. Ce qui constitue un paradoxe dans la mesure où les chiffres officiels indiquent que les zones arides et semi-arides couvrent environ 2/3 du continent. Toute chose qui fait dire que l'Afrique est le deuxième continent le plus sec au monde après l'Australie.

La « Vision africaine de l'eau 2025 » fait cependant entretenir l'espoir. La stratégie qui vise à développer le plein potentiel des ressources en eau de l'Afrique pour une croissance durable mise entre autres sur la collecte et le stockage des eaux de pluie. Le document accorde une attention à l'exploitation équitable et durable de l'eau afin de promouvoir le développement socio-économique et réduire la pauvreté. La Vision appelle en outre à « améliorer la sagesse de l'eau », à travers la mise en place d'un système de collecte, de gestion et de diffusion des données, ainsi que la normalisation et l'harmonisation des données et de l'information.



CHAN 2021

LE CAMEROUN GAGNE LE PARI DE LA PROPRETÉ

Jator NJENYU

Premier grand tournoi de football africain organisé depuis le début de la pandémie du coronavirus, le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) s'est disputé du 16 janvier au 7 février 2021 dans un Cameroun de propreté. Suite aux instructions des pouvoirs publics,

Hysacam, l'entreprise de collecte et de traitement des déchets ménagers a renforcé son dispositif dans les différents sites de la compétition, rehaussant ainsi le niveau de propreté des villes. L'entreprise qui enregistre déjà 60 ans d'expérience entend maintenir ce niveau de service pour les futures échéances,

notamment la coupe d'Afrique des nations (CAN) 2022 au Cameroun. Le sixième Championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2021) a été marqué au Cameroun, d'une part par des enjeux sécuritaires alimentés notamment par à la crise séparatiste dans les régions anglophones, et d'autre part, des enjeux sanitaires,



Hysacam prépare déjà la CAN 2022

Outre la ville de Yaoundé dans le centre du pays, Hysacam a également renforcé ses activités à Douala, Limbe et Buéa, trois villes du sud-ouest qui ont abrité elles aussi des délégations du CHAN Total Cameroun 2020. « Nous avons déployé des moyens supplémentaires. À Yaoundé par exemple, 100 nouveaux éboueurs ont été recrutés et 150 autres ont été redéployés en interne. Des moyens matériels tels que des camions et près de 1300 nouveaux bacs à ordures sont en train d'être déployés dans la ville » a expliqué Claude Éboute Mbappe, le directeur de l'agence Hysacam de Yaoundé. L'entreprise entend maintenir le niveau de propreté atteint dans les villes du Cameroun pendant le Chan.

Hysacam assure déjà le volet assainissement et propreté urbaine de la prochaine grande messe du football africain, la coupe d'Afrique des nations CAN 2021, qui se jouera en 2022 au Cameroun. Toutefois, l'entreprise signale que l'atteinte de ses objectifs de propreté passera nécessairement la solvabilité de l'État. En février 2021, l'entreprise réclamait des impayés au gouvernement ainsi qu'aux 19 villes du pays dans lesquelles elle est sous contrat. Une créance d'un montant global d'un peu plus de 13 milliards de francs CFA.

traduits par la pandémie de la Covid-19. Mais en dépit de ces défis remarquables, le pays organisateur s'est illustré par une organisation sans obstacles ni anicroches considérables. Éliminé à l'étape des demi-finales face au Maroc, le Cameroun perd la compétition de football, mais pas celle de la propreté. Le constat a été fait en fin du mois de février dernier au cours d'un tour de ville effectué dans la capitale Yaoundé, par la mairie de la ville et Hysacam, le prestataire qui collecte et traite les ordures ménagères dans une vingtaine d'autres villes du pays. « Nous remarquons qu'à la faveur du CHAN, la propreté s'est

significativement améliorée dans la ville. Et ce niveau de propreté est tributaire de la mobilisation rapide des acteurs, notamment le gouvernement, la mairie de la ville de Yaoundé, le maître d'œuvre Hysacam, et bien sûr des populations. Nous serons ravis que cette dynamique enclenchée continue » a déclaré Michel ABADA, chef de mission adjoint à la mairie de la ville de Yaoundé. Ce niveau de propreté se traduit par des rues propres et des points de collecte d'ordures aménagés et régulièrement desservis par des éboueurs qui collectent une moyenne journalière de 1400 tonnes d'ordures ménagères.



Botswana-Namibie

LES DEUX PAYS S'ENGAGENT A NO

Le projet d'usine de dessalement d'eau de mer de Walvis Bay en Namibie pourrait bénéficier également au Botswana voisin. Le sujet a une fois de plus été évoqué par les chefs d'État de ces deux pays d'Afrique Australe, où les épisodes de sécheresse implacables font tarir les eaux souterraines et les eaux de surface..

Boris Ngounou

Le Botswana exprime à nouveau son intérêt pour l'ambitieux projet en eau de la Namibie. Dépourvu de frontière maritime, le Botswana veut tirer profit projet d'usine de dessalement d'eau de mer de Walvis Bay en Namibie. « Nous sommes satisfaits des perspectives présentées par ce projet, car nous avons besoin d'eau. Cependant, nos ministres et technocrates doivent déterminer ce qui est le mieux pour nous en gardant à l'esprit

nos procédures de gouvernance » a déclaré le 26 février dernier sur twitter, Mokgweetsi Masisi, le président de la République du Botswana. Le chef d'État botswanais a parlé de ce projet d'eau avec son homologue namibien lors d'un tête-à-tête tenu le 25 février 2021.

Exploré depuis des années par le gouvernement namibien, le projet de dessalement d'eau de mer de Walvis Bay est devenu la priorité des pouvoirs publics dans le secteur de l'eau. Le projet consiste à pomper l'eau de



NOUVEAU VERS UN PACTE DE L'EAU

l'océan atlantique et à la traiter via une grande usine de dessalement construite dans la ville portuaire de Walvis Bay, située à l'ouest de Namibie. L'eau sera ensuite destinée à l'approvisionnement de la capitale Windhoek en Namibie et de Gaborone, la capitale du Botswana, deux villes distantes d'environ 1490 kilomètres. Le financement de la future installation devrait être assuré par la Namibie et le Botswana. Les deux gouvernements en avaient déjà parlé lors de la visite de l'ancien président botswanais

Seretse Kama Ian Kama à Windhoek en 2018. Avec 68 % du territoire couvert par le désert du Kalahari, le Botswana est frappé par des sécheresses sévères, qui ne font qu'aggraver le problème récurrent d'approvisionnement en eau du pays. Aujourd'hui 95 % de ces ressources en eau de surface sont concentrées au nord-ouest du pays près du delta de l'Okavango. Quant aux nappes phréatiques, elles alimentent les 2/3 de la consommation totale d'eau. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), le taux de

personne disposant d'un accès sécurisé à l'eau potable n'est passé que de 17,9 % à 23,7 % en Afrique subsaharienne depuis 2000. Et le stress hydrique devrait encore s'aggraver. À en croire l'ONU, d'ici 2030, 75 à 250 millions de personnes en Afrique vivront dans des zones où le stress hydrique sera important. L'organisation internationale indique par ailleurs que ce phénomène entrainera probablement le déplacement de 24 à 700 millions de personnes, car les conditions de vie seront de plus en plus difficiles.

Lake Turkana Basin

BALANCING ECONOMIC DEVELOPMENT AND PROTECTING THE CRADLE OF MANKIND

Cooperation on the Omo-Turkana transboundary water issues needed.



A number of transboundary water agreements exist in Africa. For example, according to Lautze et al.(2005), there were up to 15 agreements in the Nile River basin between 1925 and 2003, 6 in the Senegal River basin between 1963 and 1988, 10 in the Niger River basin and 3 in the Volta River Basin over the last several of decades. Although several other agreements or cooperation arrangements exist which serve different objectives and purposes, such agreements and cooperative use of water has been limited to the large international river basins. Presence of very few international river basin agreements or cooperative arrangements in the smaller international transboundary basins poses a potential threat to water conflict as smaller international basins are currently experiencing basin developmental activities such as dam building and irrigation development. Hydropower projects in Africa Hydropower contributed up to 16.5% of the global electricity production, or up to 3/4 of the total global estimated renewable energy share, by the end of 2012 (REN21, 2013). Based on multiple sources, the Renewable 2013 Global status report summarised that globally, hydropower generated an estimated 3,700 TWh of electricity during 2012, including approximately 864 TWh in China, followed by Brazil (441 TWh), Canada (376 TWh), the United States (277 TWh), the Russian Federation (155 TWh), Norway (143 TWh), and India (over 116 TWh).

It is estimated that globally, approximately two-thirds of the economically feasible potential locations for dam construction remain to be developed. Untapped hydro resources are still abundant in Latin America, Africa, India and China. Africa has plentiful water resources for hydroelectricity and can boost energy security and economic development by increasing hydropower development with appropriate social and environmental safeguards. Currently electricity production in Africa is the lowest in the world. Although Africa has the second largest population after Asia, it has the lowest energy consumption per capita of any continent.

Jator NJENYU

A number of transboundary water agreements exist in Africa. However, many of these agreements are limited to larger basins such as the Nile, Niger, Senegal or Volta. There are very few international river basin agreements or cooperative arrangements in the small transboundary basins where development activities such as dam building and/or irrigation development are currently taking place. Such changes affect water redistribution and could pose, on one hand, a potential threat for conflict, on the other hand, could provide opportunities for cooperation. Why is this issue important?

The United Nations (UN) General Assembly has declared 2013 as the United Nations International Year of Water Cooperation. The objective of this International Year is to raise awareness, both on the potential for increased cooperation, and on the challenges facing water management in light of the increase in demand for water access, allocation and services.

The Year will highlight the history of successful water cooperation initiatives, as well as identify key issues on water education, water diplomacy, transboundary water management, financing cooperation, national/international legal frameworks, and the linkages with the Millennium Development Goals (MDG).

The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Technical Paper on Climate Change and Water stressed the fact that increased demand and reduced availability of fresh water under global climate change will significantly affect global food security in the 21st century (Bates et al., 2008). Furthermore, Wolf et al. (1999) emphasised that the challenges to integrated watershed management are compounded when water resources cross international boundaries. Both regional and cross-sectorial cooperation are important for addressing the water-food-energy nexus in transboundary basins. Transboundary basins and water cooperation in Africa Compared to the other continents in the world, Africa has the highest percentage of land area (62%) within transboundary basins.

It is interesting to note that with the obvious exception of island states, all sub-Saharan African countries share at least one international river basin. In fact, the region has more transboundary river basins than countries. Depending on the source, there are about 61 to 80 transboundary river and lake basins in Africa. Figure 1 shows major transboundary river basins (small international basins are not shown). This accounts for around one fourth of the total transboundary basins and about one-third of the world's major international river basins (basins larger than 100,000 km²).

NGOZI OKONJO-IWEALA

NIGERIAN POWERHOUSE TO HEAD THE WTO

Former World Bank vice-president wants trade body to focus on raising living standards in the wake of the pandemic.



KEY POINTS

- In October, her WTO candidacy was supported by all geographic regions at the trade body apart from the United States.
- Okonjo-Iweala has said she can take hardship, having experienced Nigeria's brutal civil war during her teenage years.
- When serving as Nigeria's finance minister, kidnappers demanded Okonjo-Iweala resign after taking her mother hostage.

Taking on apparently insurmountable challenges is something of a habit for Ngozi Okonjo-Iweala. In 2003, when she left her job as vice-president of the World Bank to return to Nigeria as finance minister, her country was mired in debt. Its people were bitterly divided and a once proud civil service had become a glorified mob. Everything needed to be fixed. Yet, the tools at the disposal of the elected government had been blunted to near destruction over decades of military misrule. Surveying the wreckage on her first day in office she thought: "My God, this is crazy, you made the worst mistake," Okonjo-Iweala later recounted in an interview with the FT. "I had to get a hold of myself, and say, 'If you have all these problems... you have to prioritise which ones to solve and which will have the biggest impact.'"

Ngozi Okonjo-Iweala has been appointed the new chief of the World Trade Organization (WTO), becoming the first woman to ever lead the Switzerland-based institution and the first African citizen to take on the role. However, this is not the first time that Okonjo-Iweala makes history.

Born in Nigeria, Okonjo-Iweala graduated from Harvard University in 1976 and then earned a PhD from MIT. She then became the first woman to take on the Nigerian finance ministry and the foreign ministry too. She was also the first female to run for the World

Bank presidency, where she spent 25 years.

In October, her WTO candidacy was supported by all geographic regions at the trade body apart from the United States, where the then-Trump administration said it would continue backing the Korean candidate. However, Okonjo-Iweala's appointment was cleared when President Joe Biden announced a few days ago his support for the 66-year old.

Her vision for the WTO

The WTO is at a crossroads after many countries seemed to take a step back from long-standing norms governing international trade. In addition, its appellate body has been paralyzed for months after the U.S. — again, under the Trump administration — prevented the appointment of new judges therefore rendering it unable to rule on any trade disputes.

"My vision is also of a rejuvenated and strengthened WTO that will be confident to tackle effectively ongoing issues," Okonjo-Iweala told WTO members during a hearing in July.

"It is clear that a rules-based system without a forum in which a breach of the rules can be effectively arbitrated loses credibility over time," she said at the same hearing.

Officials in the European Union and the United States have previously said the WTO needs to be reformed and its rules updated, but there is no consensus on

how to do it.

"The WTO appears paralyzed at a time when its rule book would greatly benefit from an update to 21st century issues such as ecommerce and the digital economy, the green and circular economies," Okonjo-Iweala said.

She is also likely to support female participation in global trade, having said that "greater efforts should be made to include women-owned enterprises in the formal sector."

Sleeping on the floor

Okonjo-Iweala has said she can take hardship, having experienced Nigeria's brutal civil war during her teenage years, during which her family reportedly lost all their savings.

"I can take hardship. I can sleep on the cold floor anytime," she told the BBC in an interview in 2012.

When serving as Nigeria's finance minister, kidnappers demanded Okonjo-Iweala resign after taking her mother hostage. She refused to comply and they ended up releasing her mother a few days later, the BBC reported.

She has also been involved in the fight against the coronavirus pandemic, being the African Union's special envoy on the matter. Okonjo-Iweala has been a board member of Gavi, the Vaccine Alliance — a public-private health partnership immunizing people in poorer countries.

Jator NJENYU

Marylin DOUALA MANGA BELL

« La relation à l'eau à Douala, peut être brisée à cause de l'intérêt pour l'eau en tant que support d'une économie maritime »



La Directrice de Doual'Art et non moins descendante du Roi Douala Maga Bell, fait une lecture éclairante de la problématique de l'eau dans la ville de Douala. Dans le même temps, elle ouvre un pan de voile

sur les activités de l'espace artistique qu'elle dirige et qui célèbre cette année ses 30 ans d'existence. Entretien à cœur ouvert avec une dame au grand cœur.

Bosangi : *Le 22 mars 2021, c'était la Journée Mondiale de l'eau. Vous avez aménagé dans la ville des points d'eau, des espaces ludiques dans les quartiers populaires. Quelle place donnez-vous à l'eau dans une cité comme Douala?*

Marylin Douala Manga Bell : La question de l'eau à Douala s'appréhende sous plusieurs angles. Le premier angle, est celui de l'accès à l'eau potable. La grande majorité des habitants n'a pas un accès fluide à l'eau potable. Sans doute parce que c'est une ville a grandi très

vite, et les habitants qui se sont installés ici et là n'ont pas eu des extensions leur permettant d'accéder à cette eau potable fluide de robinet.

Il y a aussi la question de la vétusté des systèmes de canalisation. Je pense que les entreprises qui sont chargées de mettre en place tous les équipements n'ont pas les ressources suffisantes pour les restaurer.

Le deuxième angle sous lequel on peut aborder la question de l'eau à Douala, c'est ce lui de la relation au fleuve, à l'estuaire. Nous avons affaire à une ville

que le colon allemand avait choisie pour en faire un port. Douala est une ville portuaire du fait d'une décision qui avait été prise à un moment de notre histoire. La zone portuaire est devenue aujourd'hui une entrave à l'accès à l'eau pour les habitants.

Ce qui est un paradoxe...

Ce qui est un drame parce qu'il y a la dimension économique de la ville de Douala qui prime sur la dimension humaine, culturelle et cultuelle. La relation à l'eau peut être brisée à cause

de l'intérêt pour l'eau en tant que support d'une économie maritime, alors que dans les temps anciens il y avait une économie alimentaire, une économie de relations sociales.

Douala a perdu son identité à cause d'un palimpseste. Une identité ancienne a été remplacée par une identité économique mondiale, globale, contemporaine.

Donc, Douala est née en tant que ville de sa relation à l'eau, de la présence de l'eau. Douala est une ville, quand on la regarde sans habitation, quand on la regarde en relief, et en éléments de géographie naturelle, est une ville avec beaucoup de filets d'eau qui sont de petits bras de fleuve, mais qui sont tellement peu respectés par les habitants qui créent des entraves à la circulation de l'eau. J'ai reçu un conférencier géographe qui parlait du chevelu de la ville de Douala. Un chevelu qui est devenu un tout-à-l'égout. Les bras de fleuve sont devenus des dépotoirs.

En plus du problème de l'accès à l'eau, il faut ajouter la qualité de cette eau...

La question de la qualité de l'eau se joue et se noue sur les rigoles. Ces rigoles, ces rivières sont finalement devenues des déversoirs. Cela a une incidence sur la santé. L'eau est plus une nuisance dans la ville de Douala qu'au temps de ce que l'on appelait Douala la belle.

On ne peut pas évoquer la problématique de l'eau à Douala sans parler de la mangrove. La mangrove constitue-elle une menace, ou à l'inverse c'est la mangrove qui est menacée?

La mangrove n'est absolument une menace. Au contraire, c'est un bien naturel qui doit être extrêmement respectée ou préservée, parce que la mangrove, en dehors de la biodiversité qui donne une qualité antipollution, a aussi cette capacité à générer une protection contre les éboulements, contre tous risques environnementaux, contre le déchainement des eaux. La mangrove est une protection naturelle. Elle est un élément vivant. Elle se déploie en fonction de la manière dont l'occupation des sols par les humains se fait. La mangrove a cette capacité de régénérer elle-même. C'est un élément vivant extrêmement vivant qui ne menace pas l'homme a priori, sauf chez nous ici.

Aujourd'hui à Douala, il y a une végétation, une sorte de palmier dont on dit qu'il vient de Chine, qui est très nuisante parce qu'elle est en train de tuer, un peu comme la jacinthe d'eau, la végétation, l'écosystème, la biodiversité de la mangrove. On a l'impression que ça

reste de la verdure, mais c'est une véritable nuisance. Ce n'est plus la mangrove, mais c'est quelque chose qui tue la mangrove.

Par contre, la mangrove est extrêmement importante par ce qu'elle apporte à la biodiversité, mais elle est danger par le fait des comportements des hommes. La population croît à une vitesse extraordinaire, et les hommes ont besoin d'habitat. Il n'y pas suffisamment de promoteurs immobiliers...

L'homme agresse la mangrove...

L'homme « mange » la mangrove. L'homme occupe la mangrove pour une question d'habitat. La population qui grandit a besoin d'avoir un habitat. Et donc, elle va remplacer sur la mangrove.

Douala est née en tant que ville de sa relation à l'eau, de la présence de la regarde sans habitation, quand on la regarde en relief, et en éléments de géographie naturelle, est une ville avec beaucoup de filets d'eau qui sont de petits bras de fleuve, mais qui sont tellement peu respectés par les habitants qui créent des entraves à la circulation de l'eau. J'ai reçu un conférencier géographe qui parlait du chevelu de la ville de Douala. Un chevelu qui est devenu un tout-à-l'égout. Les bras de fleuve sont devenus des dépotoirs.

On ne fait pas au Cameroun ce qu'ont par exemple fait les Hollandais : ils ont créé des habitats sur l'eau.

Comment s'inscrit la lutte contre le changement climatique dans vos pratiques professionnelles ?

La lutte contre le changement climatique n'est pas un cheval de bataille. Ce que je peux dire, c'est que nous invitons des artistes. Nous leur suggérons d'intervenir dans la Cité. Certains d'entre eux, sous le couvert de l'eau et de la vie, un thème sur lequel on a souvent débattu, ont essayé de retranscrire, de reconstituer les éléments de la végétation en voie de disparition qui appartiennent à

l'écosystème du Littoral camerounais.

Par exemple, une scientifique qui est malheureusement décédée, nous a proposé un projet très intéressant. Dans un jardin à trois niveaux construit par un artiste en bordure du fleuve, la jardinière était supposée accueillir des graines de la végétation en voie de disparition qui appartient à l'écosystème du Littoral. Et c'était un outil de préservation de l'écosystème.

En tant que directrice d'un équipement culturel ouvert au public, Doual'art en l'occurrence, comment avez-vous vécu la pandémie du Covid 19 ? Comment vous êtes organisée pour vous protéger de l'agression du virus ?

La pandémie a restreint nos activités, puisque nous ne pouvons pas réunir autant de personnes que par le passé. Nous avons cherché quelques alternatives pour apporter une réponse. Par exemple, nous avons invité un artiste à installer à l'entrée de Doual'art, un lave-mains. C'est une sculpture en métal, très colorée et très pratique pour l'hygiène des mains.

Décrivez-nous votre activité culturelle aujourd'hui. Quelles difficultés ? Quels enjeux ?

Nous sommes dans une spirale d'activités. Cette année Doual'art célèbre ses 30 ans d'existence. Plus le temps passe, plus nous sommes créatifs. Il y a plein d'initiatives que nous prenons pour apporter des réponses aux questions de citoyenneté dans la ville, à la stimulation de l'imaginaire. Nous avons un portefeuille d'activités qui est immense. Mais par contre, nous connaissons une réduction de nos ressources financière pour différentes raisons, principalement parce que nous sommes dépendants des dons et des legs. Nous ne sommes pas une galerie commerciale pour vendre des œuvres. Cette dépendance nuit à nos intérêts parce que les partenaires internationaux, confrontés à la Covid 19, restreignent de plus en plus les ressources qu'ils mettent à la disposition des structures comme la nôtre.

Nous avons cherché des solutions pour surmonter la difficulté en essayant de générer des ressources locales plus importantes. Nous travaillons pour le Cameroun et nous aimerions que des efforts soient faits pour soutenir nos activités. Nous avons entamé des activités de prestations de service puisque Doual'art travaille pour la collectivité, pour les habitants, pour le lien social, pour le dialogue social.

Propos recueillis par Innocent EBODÉ

Hysacam A LA POINTE DES TECHNOLOGIES INNOVANTES

En 50 ans, nous avons mis en place un modèle de production et des outils technologiques qui reposent sur l'exploitation du déchet comme une matière première secondaire et une source d'énergies nouvelles.

NOS REALISATIONS

- 02 Centrales de captage et de traitement du biogaz pour réduire les Gaz à effets de Serre :
 - Yaoundé (NKOLFOULOU) : 500 000 Teq CO2 évitées.
 - Douala (PK10) : 350 000 Teq CO2 évitées.
- 05 Unités de compostage pour la valorisation des sols.
- PLASTIC RECUP (Douala et Yaoundé) : unités de collecte et de mise en balle de bouteilles plastiques ; plus de 300 tonnes de bouteilles PET recyclées.

NOS PROJETS

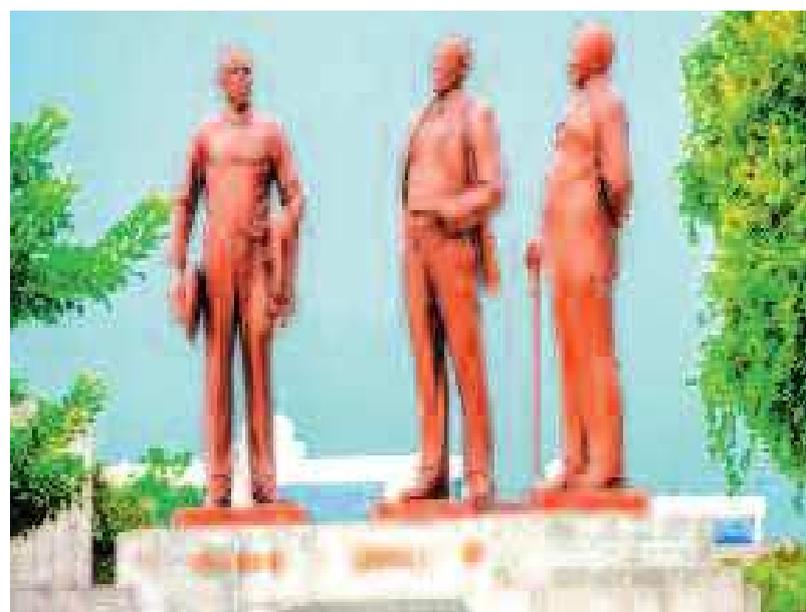
- 03 Projets de production d'électricité à base des déchets ménagers
Plus de 200 000 habitants à desservir
- Yaoundé (NKOLFOULOU)
 - Capacité estimée: 4 MW
- Douala (PK10)
 - Capacité estimée : 500 KW
- Bafoussam
 - Capacité estimée : 2 MW

CHIFFRES CLES

- ❖ 15 millions d'habitants desservis au quotidien
- ❖ 7 000 tonnes de déchets collectés par jour
- ❖ 5 000 employés
- ❖ 1 700 km de rues balayées par jour
- ❖ 600 camions de propreté spécialisés
- ❖ 52 engins lourds spécialisés dans le traitement en décharge
- ❖ Service continu 7j/7 et 24h/24
- ❖ 02 centrales de captage et de traitement du biogaz
- ❖ 500 teq Co2 traitées par jour
- ❖ 20 villes desservies en Afrique
- ❖ Capital : 15,5 millions d'Euros



Gaborone BOTSWANA



EVERYTHING YOU NEED TO KNOW ABOUT GLOBAL RECYCLING DAY

Every year, the people of Planet Earth produce 2.1B metric tons of solid waste. 16% of that is recycled, saving 700M metric tons of carbon dioxide (CO₂) emissions from entering the atmosphere.

Unfortunately, 46% of that trash, enough to completely fill 368,000 Olympic-sized swimming pools, is disposed of unsustainably—meaning landfilled, incinerated, and littered or illegally dumped in the environment. It's clear a 16% recycling rate is not enough. We need education, legislation, and action to combat this growing environmental and humanitarian crisis. And Global Recycling Day, celebrated annually on March 18th, is a launch pad for businesses and individuals looking to make an impact.

Now in its fourth year this year 2021, Global Recycling Day is a day dedicated to recognizing and celebrating the importance that recycling plays in preserving our natural resources and securing the future of our planet.

In looking at the problem, you might frame this as an issue of supply. In just the last 50 years, humans consumed more resources than we had in all previous history. At that rate, we're going to run out of the resources that only the earth can provide sooner than we think.

While there is some debate as to which make up the top six, most count water, air, oil, natural gas, coal, and minerals among the most important (and exploitable) natural resources. A step further, the Global Recycling Foundation names recyclables as "the Seventh Resource," as recyclables supply 40% of the world's raw material needs.

Still, our work has just begun. We have an overabundance of an unmentioned, man-made resource:

plastic. Each year, the world produces more than 380M metric tons of virgin plastic, and a devastating 91% of it is never recycled. Worse, between 4.8M and 12.7M tons of plastic enter the oceans each year. And, yes, it's in the freshwater too—93% of Americans have BPA (used to make polycarbonate plastics) in their bodies, and we're estimated to ingest a credit card's worth of microplastics every week.

Deforestation is a huge concern as well; our world's forests are logged for paper, pulp to create cardboard packaging, and building materials. Or, they're scorched in the name of land development. With the world overreaching in the name of economics, an estimated two-thirds of the world's tropical rainforests have been destroyed or degraded to date. The exploitation of resources has sparked global concern. Since becoming a UN-recognized day in 2018, millions of individuals and hundreds of thousands of businesses have raised their voices in awareness of Global Recycling Day.

But 2021 is a time for action, not just awareness, and action needs innovators and leaders.

The theme of Global Recycling Day 2021 is "Recycling Heroes, recognizing outstanding individual contributions in recycling and environmental progress, even during unprecedented times." This is contexted within the new coronavirus pandemic that is ravaging across the globe.

Let's take a look at a few individuals who are sparking change and driving recycling and environmentalism forward. And if you're looking for a



way to get involved, don't hesitate to share this inspirational leadership with your colleagues to mark the day. 18-year-old Greta Thunberg is Swedish climate activist who, more than anything, has proven that even a single person, standing alone, can have a big voice. In 2018, Greta started a school strike outside of the Swedish Parliament called the FridaysForFuture movement (aka "School Strike for Climate"), encouraging students to skip school to demand action on climate change from their governments.

Jator NJENYU

LA RUÉE VERS MARS

Depuis quelques années, des ressources colossales et les technologies de dernière génération sont mises à contribution pour tutoyer (à tout prix !) la planète rouge.



Le 5 mars 2021, le robot mobile Persévérance ou « Percy » de la NASA a parcouru ses premiers mètres sur la planète Mars, après s'y être posé le 18 février. L'engin aura parcouru un peu plus de six mètres en 33 minutes. A en croire les experts de la NASA, des études sont menées pour que Persévérance puisse parcourir 200 mètres par jour. L'objectif de l'agence spatiale américaine est surtout de collecter des roches. Le site de travail retenu est le cratère de Jezero qui, selon les informations concordantes, aurait contenu un lac il y a 3,5 milliards d'années.

Avec les données recueillies, les scientifiques espèrent trouver des traces d'une éventuelle vie ancienne sur la planète rouge, expérimenter la production d'oxygène à partir de l'atmosphère martienne en prévision des futures expéditions humaines et déployer Ingenuity, le premier engin à voler sur une autre planète... « Ce lieu a été sélectionné car on

considère que c'est un lieu qui a sans doute hébergé de l'eau durant longtemps. Il aurait donc retenu dans les sédiments et les boues des traces d'une forme de vie qui aurait pu se développer sur Mars », expliquait en 2020, Michel Viso, exobiologiste à l'agence spatiale française (CNES) et partenaire de la mission.

Selon AFP, les tubes scellés devront être rapportés sur Terre afin d'être analysés, par une future mission avec les astronautes dans les années 2030 dans le cadre d'un programme visant à retourner sur la Lune pour des tests avant des voyages en équipage plus ambitieux à destination de Mars. D'après des sources proches du dossier, le robot devrait être de retour sur Terre dans un peu moins de deux ans.

La guerre des « grandes puissances »

Le voyage entrepris par Perseverance a duré sept mois pour une distance totale de 470 millions de kilomètres. Il s'agit du cinquième robot à fouler le sol

de Mars. Le premier a été déployé en 1997, parmi lesquels Curiosity qui est toujours en activité ailleurs sur le sol martien. Curiosity avait déjà révélé que la planète rouge a eu de l'eau liquide par le passé. En février 2021, la Chine a également lancé sa première mission Tianwen-1 (Questions célestes en français; Ndlr) pour placer un orbiteur autour de la planète rouge et un rover sur le sol martien.

L'Arabie Saoudite n'est pas en reste. Le 25 septembre 2019, la mission scientifique Hope a permis à la communauté de découvrir pour la première fois, une vue de l'atmosphère martienne dans son ensemble, à plusieurs moments de la journée et à différentes saisons. L'Europe est également dans la danse. Après des problèmes techniques rencontrés par la mission ExoMars (organisée avec la Russie et qui prévoit l'envoi du rover Rosalind Franklin sur la surface de Mars), le lancement a été décalé pour 2022.

Eric Vincent FOMO

EUGENE EBODE MAGNIFIQUE DANS « **BRULANT ETAIT LE REGARD DE PICASSO** »*

C'est le roman d'une vie. Et quelle vie ! Celle de Mado, née en 1936, à Edéa, dans le Littoral, au Cameroun, d'un père suédois et d'une mère camerounaise. Elle va ensuite se retrouver dans le Sud de la France, à Céret, en pays Catalan, où elle devient l'amie des artistes.

Jean-Célestin EDJANGUE



Gösta Hammar, le père de Mado, arrive au Cameroun sept ans plus tôt, au moment où le monde est confronté à une grave crise économique, probablement l'une des plus graves du début du siècle, en 1929. Il a à peine 18 ans, quand il doit se rendre dans le poumon économique du

pays, la cité portuaire et ville rebelle, Douala, pour retrouver son oncle maternel, Mattias Sylvander, fondateur et patron de Sylvander et Cie, une société forestière prospère. Très vite, ce jeune homme, grand, au physique avantageux et au tempérament d'explorateur, s'attèle à la découverte de cette terre d'Afrique dont il ignore tout, comme

son oncle avant lui.

Dès la quatrième de couverture, le lecteur est saisi, prêt pour un merveilleux voyage, à la rencontre des personnalités exceptionnelles du monde de la culture et des arts. « À quatre-vingts ans passés, Mado, née d'un couple mixte, un père suédois et d'une mère camerounaise, vit à Perpignan et se souvient : de son enfance à Edéa, au Cameroun, sur les bords de Rivière blanche et rouge, avant que n'éclate la deuxième guerre mondiale, ses horreurs et ses bouleversements », peut-on lire, avant d'aller plus loin dans le contexte historique du récit. « Elle revoit son départ inattendu vers la France où l'entraîne une mère adoptive aux nerfs fragiles. Les voici en escale à Témara, au Maroc, ovationnant le général de Gaulle venu stimuler la 2ème DB du général Leclerc en route vers le débarquement en Normandie. Lui revient aussi son escale à Constantine, en Algérie, où la Victoire des Alliés s'achève dans des explosions de joie mais aussi de colère. Arrivée à Perpignan, Mado déplore et le froid et les regards de biais sur une Métisse chagrine qui, longtemps, a cru sa mère biologique morte. C'est à Céret que Mado deviendra l'amie et l'égérie secrète de plusieurs artistes de renom :

Picasso, Matisse, Haviland, Soutine, Chagall, Masson, Dali... ». Le Musée d'Art moderne de Céret, crée en 1950 par Pierre Brune, artiste-peintre né à Epinay-Sur Seine et mort à Céret, le 1er juin 1956, et Frank Burty Haviland, peintre cubiste né à Limoges et décédé à Perpignan en novembre 1971, est le principal musée d'art des Pyrénées-Orientales.

L'Afrique entre les lignes

Mado Petrasch, une octogénaire, promotrice de l'association des amis du musée de Céret, une commune d'environ 8 000 âmes dans le sud de la France, en pays catalan, est la vraie héroïne du roman historique d'Eugène Ebodé. Née d'une union mixte, cette métisse qui a longtemps cru que sa mère camerounaise était morte, la rencontrera tard dans la vie. L'émotion et le choc des retrouvailles, mais aussi le début de nouvelles interrogations à travers différents moments de l'histoire entre l'Afrique, berceau de l'humanité et creuset des civilisations, puis la France.

Dans son style si caractéristique, Eugène Ebodé, n'a pas voulu s'adonner à la production d'une biographie ordinaire, préférant jongler entre les périodes, lui l'ancien footballeur, pour raconter dans un

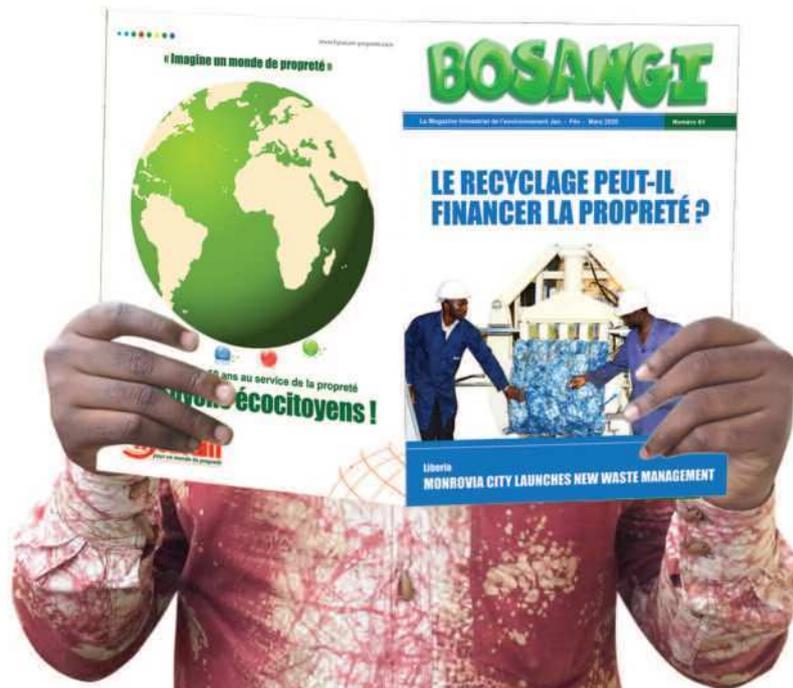
désordre bien organisé, somme toute, l'enfance africaine de Mado, son amour pour son époux Marcel, le parcours atypique de son père Gösta, sans oublier la Seconde Guerre mondiale. Ici, entrent en scène l'homme de l'Appel du 18 juin et de la Conférence de Brazzaville, le général de Gaulle et celui qui sera fait Maréchal de France à titre posthume, Philippe Leclerc, sur le théâtre des opérations en Afrique. Sans oublier le bouillonnement artistique de Céret et même la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie du Coronavirus. Outre la découverte du destin hors normes de son personnage principal, ses vies publique et privée, le nouveau roman d'Eugène Ebodé interpelle à plus d'un titre. D'abord de par son style d'écriture, unique, captivant et admirable de simplicité. Mais aussi par sa propension à jouer avec les mots de la langue française, signe incontestable d'une maîtrise parfaite de la finesse et des subtilités de cette même langue.

Mado Petrasch peut être fière de la manière dont son histoire est contée par Eugène Ebodé. La métisse, amie des artistes, longtemps restée dans l'ombre des Miro, Chagall et autre Dali, voit de son vivant, son nom rejoindre celui des grands maîtres de la peinture, qu'elle a côtoyés autrefois, sans jamais s'imaginer qu'un jour, elle sera le fil conducteur d'un récit extraordinaire à leurs côtés. Et, rien que pour cela, Mado est véritablement une femme hors de commun et le roman d'Eugène Ebodé, très surprenant.

Eugène Ebodé a eu raison de reporter la sortie de « Brûlant était le regard de Picasso ». Le roman, dont la sortie était initialement prévue avant la fin d'année 2020, a finalement vu le jour en janvier 2021.

**Eugène Ebodé, Brûlant était le regard de Picasso, 256 pages, Janvier 2021, Gallimard, 20 euros*





Jai l'honneur d'accuser réception de votre correspondance du 29 Octobre 2020, à travers laquelle vous me transmettez trois exemplaires de votre magazine «Bosangi» et vous remercie pour l'intérêt que vous portez au Fonds Spécial d'Équipement et d'intervention intercommunale (FEICOM). Le relief mis sur le processus de Décentralisation, le

développement local et la Gouvernance locale dans les colonnes de votre magazine traduit votre volonté de valoriser les actions en faveur du développement local.

Par ailleurs, j'apprécie votre engagement relatif à la gestion des déchets ménagers, l'accent mis sur la décentralisation en Afrique et la question du financement de la propreté des villes qui en est le corollaire.

Le sujet sur les conclusions des états généraux de la convention citoyenne sur le climat tenus en France en juin 2020 est également digne d'intérêt.

Tout en vous encourageant dans vos activités, je vous prie d'agréer, Monsieur l'assurance de ma considération distinguée.

Philippe Camille Akoa, Magistrat hors hiérarchie, Directeur Général du Feicom

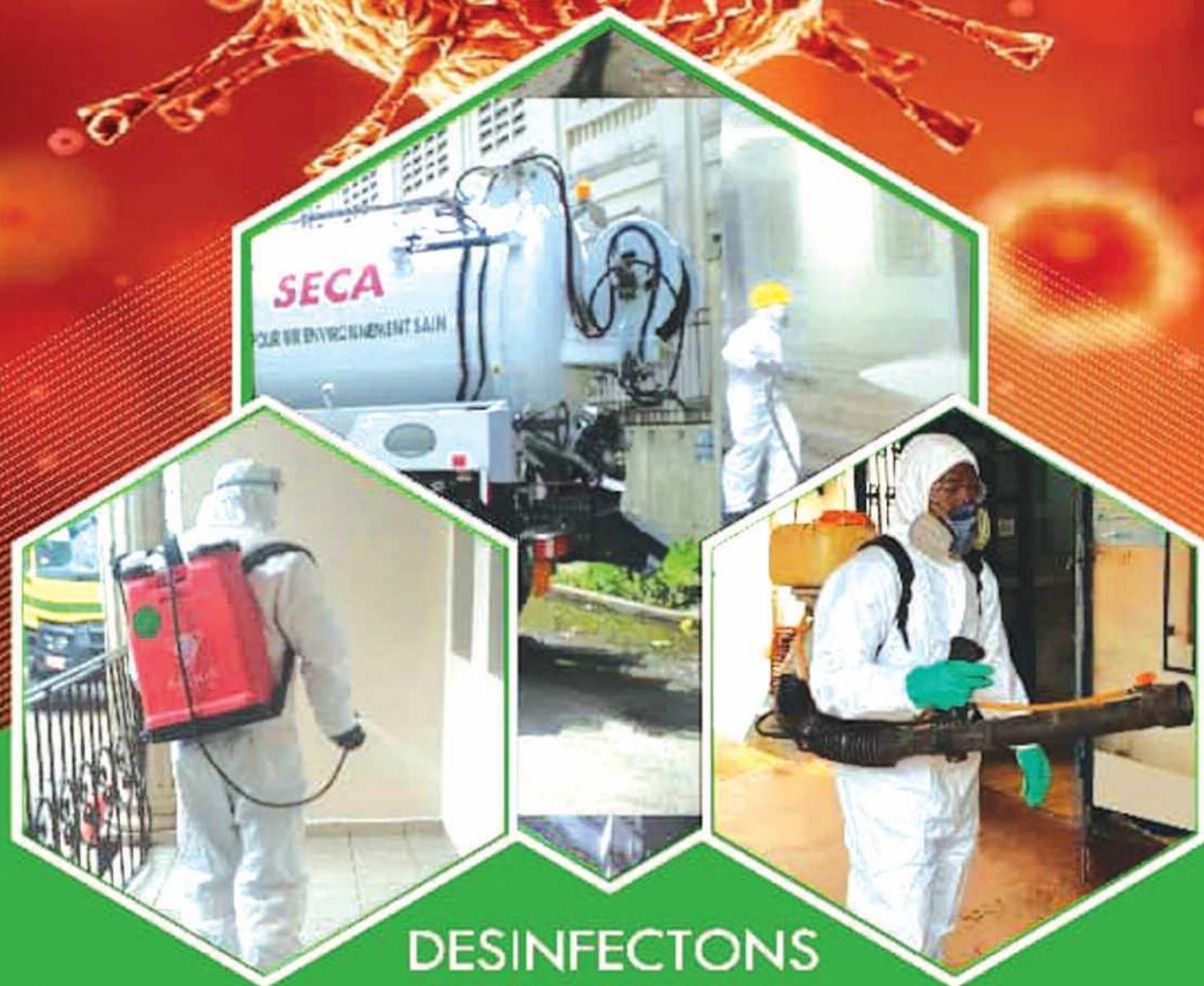
M. le Directeur,
J'accuse bonne réception de votre courrier par lequel vous avez bien voulu mettre à notre disposition six exemplaire des N°62 et 63 de votre magazine d'information sur

l'environnement, « Bosangi ». Je vous remercie pour cette marque d'estime et vous prie de transmettre mes félicitations à l'équipe rédactionnelle du Groupe Hysacam pour la qualité et la densité des

informations contenu dans ce magazine.

Pour le Ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique et par délégation, le Secrétaire Général, Benga Zachée Robert

AGISSONS ENSEMBLE POUR ARRETER LA PROPAGATION DU COVID-19



DESINFECTONS
NOS LOCAUX
PAR DES PROFESSIONNELS



☎ 690 71 60 82 699 9121 99 691 60 16 69
✉ info@seca-environnement.com



www.seca-environnement.com

SECA ENVIRO
NEMENT
SAIN





« **Imagine un monde de propreté** »



Hysacam, 50 ans au service de la propreté

Soyons écocitoyens !

